



HAUTES-PYRÉNÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°65-2024-012

PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2024

Sommaire

DDETSPP Hautes-Pyrénées / Politique du travail

65-2024-01-04-00003 - Arrêté portant dérogation au repos dominical des salariés de l'association APF France sise 9 rue des Gargousses à Tarbes le dimanche 28 janvier 2024. (2 pages) Page 3

DDETSPP Hautes-Pyrénées / Politiques sociales et accès à l'emploi

65-2024-01-15-00001 - Agrément services à la personne ADMR Marquisat (2 pages) Page 6

65-2024-01-15-00003 - Agrément services à la personne ADMR Tarbes Sud (2 pages) Page 9

65-2024-01-15-00002 - Déclaration services à la personne ADMR Marquisat (4 pages) Page 12

65-2024-01-15-00004 - Déclaration Services à la personne ADMR Tarbes Sud (4 pages) Page 17

65-2024-01-15-00005 - Déclaration services à la personne CAVE Laétitia (2 pages) Page 22

65-2024-01-15-00006 - Déclaration services à la personne LACROIX Steeve (2 pages) Page 25

DDT Hautes-Pyrenees / SEREF/BBCF

65-2024-01-16-00001 - Arrêté portant interdiction temporaire de la pêche **??** sur le pré-lac et le lac du Louet sur la commune d Escaunets (2 pages) Page 28

DDT Hautes-Pyrenees / SEREF/Bureau Ressource Eau

65-2024-01-03-00013 - Arrêté inter-préfectoral portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le périmètre de l'organisme unique de gestion collective Garonne amont. (21 pages) Page 31

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Direction de la citoyenneté et des collectivités locales

65-2024-01-16-00002 - Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire à la S.A.S. " crématorium d'Azereix " (2 pages) Page 53

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Secrétariat Général - Direction de la citoyenneté et des collectivités locales

65-2024-01-15-00007 - arrêté portant désignation des bureaux de vote dans les communes des Hautes-Pyrénées pour 2024 (38 pages) Page 56

65-2024-01-17-00001 - Arrêté portant modification de l'agrément de l'établissement "SENSIROUTE" chargé d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière (2 pages) Page 95

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Secrétariat Général - Service de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

65-2024-01-10-00006 - Arrêté préfectoral de mise en demeure pris à l'encontre de la société Garage CARROY pour l'exercice de l'activité de stockage de véhicules hors d'usage située sur le territoire de la commune de Babastens de Bigorre (4 pages) Page 98

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-04-00003

Arrêté portant dérogation au repos dominical des salariés de l'association APF France sise 9 rue des Gargousses à Tarbes le dimanche 28 janvier 2024.



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées.**

Arrêté

Portant dérogation au repos dominical des salariés
de L'association APF France Handicap.

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu les L. 3132-3, L. 3132-20 à L. 3132-23, L. 3132-25-3 à L.3132-25-4 du Code du travail ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jean SALOMON en qualité de Préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Gregory FERRA, directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées, et l'arrêté du 24 août 2022 portant subdélégation de signature en cas d'empêchement à Monsieur Fabien JAUZION, inspecteur du travail, chef du service des politiques du travail à la DDETSPP des Hautes-Pyrénées ;

Vu la demande de dérogation au repos dominical émanant de L'association APF France Handicap (siret 775.688.732.112.58), située 9 rue des Gargousses à Tarbes, reçue le 27 novembre 2023 ;

Vu la consultation pour avis des instances listées à l'article L. 3132-21 du Code du travail, et les avis reçus ;

Considérant que :

1. L'association APF France Handicap sollicite une dérogation au repos dominical pour le dimanche 28 janvier 2024 ;
2. L'association APF France Handicap justifie sa demande en expliquant qu'elle souhaite organiser le repas du nouvel an 2024.

Considérant que :

3. l'article L. 3132-20 du code du travail dispose que le Préfet peut accorder une dérogation au repos dominical lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement.

Considérant que :

4. L'association APF France Handicap justifie, dans sa demande, que le repos simultané le dimanche de l'ensemble du personnel compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement.

ARRETE

Article 1^{er} : L'association APF France Handicap (siret 775.688.732.112.58) située 9 rue des Gargousses à Tarbes, est autorisée à faire travailler les trois salariées volontaires et mentionnées dans la demande de dérogation le dimanche 28 janvier 2024.

Article 2 : L'association APF France Handicap est tenue de respecter les garanties et contreparties accordées aux salariés telles qu'elles résultent des articles L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4 du Code du travail, sous réserve de dispositions conventionnelles plus favorables, notamment :

- une majoration de salaire égale au moins au double de la rémunération normalement due pour les heures de travail effectif réalisées le dimanche ;

Direction départementale de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées
Cité administrative Reffye - Rue Amiral Courbet - 65017 Tarbes cedex 09 - Standard 05.62.56.65.65
Ouverture au public du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

- un repos compensateur d'une journée pris dans la quinzaine qui précède ou qui suit le dimanche travaillé ;
- seul les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

Article 3 : Le présent arrêté devra être utilisé de manière à garantir la santé et la sécurité des travailleurs concernés.

Article 4 : La Secrétaire générale de la Préfecture, le Directeur de la direction départementale de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations des Hautes-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

TARBES, le 4 janvier 2024.

Pour le préfet des Hautes-Pyrénées,
Par subdélégation du directeur départemental de la
DDETSPP des Hautes-Pyrénées empêché,

Le responsable de l'unité de contrôle de la DDETSPP
des Hautes-Pyrénées

Fabien JAUZION



Voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées - place du Général Charles de Gaulle - BP 1350 - 65013 TARBES CEDEX
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Pau, Cours Lyautey - 64000 PAU. Ce recours peut être formé par voie postale, par dépôt auprès de la juridiction ou via le site www.telerecours.fr.
- d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'intérieur, place Beauvau, 75008 PARIS

En cas de recours, joindre obligatoirement une copie de la présente décision

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00001

Agrément services à la personne ADMR
Marquisat

**Arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP 924401235**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail;

Vu la demande d'agrément présentée le 14 novembre 2023 par Madame DAGUIN Marie-Josée en qualité de Présidente pour l'organisme ADMR MARQUISAT dont l'établissement principal est situé 11 Route de Lourdes 65290 JUILLAN et enregistré sous le numéro SAP 924401235 ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'agrément de l'organisme **ADMR MARQUISAT**, dont l'établissement principal est situé 11 Route de Lourdes 65290 JUILLAN est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2024.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) (65)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) (65)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.

Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.



L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP des Hautes-Pyrénées ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

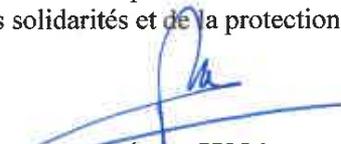
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal Administratif de Pau - Cours Lyautey - 64000 PAU -.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 11 janvier 2024

Pour le Préfet des Hautes-Pyrénées,
le Directeur départemental de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection des populations



Grégory FERRA

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00003

Agrément services à la personne ADMR Tarbes
Sud

**Arrêté portant agrément
d'un organisme de services à la personne
N° SAP 843429721**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code du travail, notamment ses articles L.7232-1, R.7232-1 à R.7232-11 et D.7231-1;

Vu le cahier des charges prévu à l'article R.7232-6 du code du travail;

Vu la demande d'agrément présentée le 14 novembre 2023 par Madame BOAGLIO Josiane en qualité de Présidente pour l'organisme ADMR TARBES SUD dont l'établissement principal est situé 7 Rue des Pyrénées 65310 HORGUES et enregistré sous le numéro SAP 843429721 ;

Vu l'agrément en date du 19 avril 2019,

Vu le certificat délivré le 18 août 2022 par AFNOR Certification,

Arrête :

Article 1^{er}

L'agrément de l'organisme **ADMR TARBES SUD**, dont l'établissement principal est situé 7 Rue des Pyrénées 65310 HORGUES est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2024.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R.7232-8 et, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2

Cet agrément couvre les activités selon le mode d'intervention indiqué et les départements suivants :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (mode prestataire et mandataire) (65)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (mode prestataire et mandataire) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (uniquement en mode mandataire) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (uniquement en mode mandataire) (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (uniquement en mode mandataire) (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades, aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (uniquement en mode mandataire) (65)

Article 3

Si l'organisme envisage de fournir des activités autres que celles pour lesquelles il est agréé ou d'exercer ses activités sur un département autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément.



Si l'organisme propose des activités de garde ou d'accompagnement d'enfant de moins de 3 ans, il devra solliciter une modification préalable de son agrément en cas de changement de mode d'intervention.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'une information préalable auprès de l'unité départementale.

Article 4

Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-9 du code du travail.
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail,
- exerce d'autres activités que celles mentionnées dans le présent arrêté,
- ne transmet pas au préfet compétent les statistiques mentionnées à l'article R.7232-9 du code du travail.

Article 5

Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la DDETSPP des Hautes-Pyrénées ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 6 rue Louise Weiss, 75703 Paris cedex 13.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification en saisissant Tribunal Administratif de Pau - Cours Lyautey - 64000 PAU -.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 11 janvier 2024

Pour le Préfet des Hautes-Pyrénées,
le Directeur départemental de l'emploi,
du travail, des solidarités et de la protection des populations



Grégoire FERRA

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00002

Déclaration services à la personne ADMR
Marquisat



**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le n° SAP 924401235**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

Vu l'agrément en date du 11 janvier 2024,

Vu l'autorisation du département des Hautes-Pyrénées en date du 15 juin 2021,

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées le 03 janvier 2024 par Madame DAGUIN Marie-Josée en qualité de présidente, pour l'organisme ADMR Marquisat dont l'établissement principal est situé 11 Route de Lourdes 65290 JUILLAN et enregistré sous le numéro SAP 924401235 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire)

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Soins d'esthétique à domicile des personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Soins et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Téléassistance et visio-assistance
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologies chroniques)

- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologie chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologie chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Activités relevant de la déclaration et soumises à agrément de l'état :

- En mode prestataire et mandataire :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (65)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap) (65)

- En mode mandataire :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (65)

Activités relevant de la déclaration et soumises à autorisation (mode prestataire) :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologie chroniques (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (65)
- Aide personnelle à domicile aux familles fragilisées (65)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées adressé à M. le directeur de la DDETSPP 65, cité administrative Reffye 65000 Tarbes ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 Paris cedex 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Pau (cours Lyautey 64000 Pau).

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 11 janvier 2024

Pour le Préfet et par délégation
Directeur départemental
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées



Grégory FERRA

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00004

Déclaration Services à la personne ADMR Tarbes
Sud



**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le n° SAP 843429721**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D 312-6-2,

Vu l'agrément en date du 19 avril 2019,

Vu le certificat délivré le 18 août 2022 par AFNOR Certification,

Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées le 14 novembre 2023 par Madame BOAGLIO Josiane en qualité de présidente, pour l'organisme ADMR Tarbes Sud dont l'établissement principal est situé 7 Rue des Pyrénées 65310 HORGUES et enregistré sous le numéro SAP 843429721 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire et mandataire)

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile
- Soutien scolaire ou cours à domicile
- Soins d'esthétique à domicile des personnes dépendantes
- Préparation de repas à domicile (inclus le temps passé aux courses)
- Livraison de repas à domicile
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé
- Livraison de courses à domicile
- Assistance informatique à domicile
- Soins et promenade d'animaux de compagnie pour personnes dépendantes (hors soins vétérinaires et toilettage)
- Maintenance et vigilance temporaires à domicile de la résidence principale et secondaire
- Assistance administrative à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile
- Téléassistance et visio-assistance
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologies chroniques)

- Accompagnement des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologie chroniques) pour promenades, aide à la mobilité et transport, actes de la vie courante
- Assistance des personnes qui ont besoin d'une aide temporaire (hors personnes âgées/personnes handicapées et pathologie chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux)

Activités relevant de la déclaration et soumises à agrément de l'état :

- En mode prestataire et mandataire :

- Garde d'enfants de moins de 3 ans à domicile (y compris enfants handicapés) (65)
- Accompagnement hors domicile des enfants de moins de 3 ans (promenades, transports, actes de la vie courante) ou d'enfants de moins de 18 ans en situation de handicap (65)

- En mode mandataire :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'acte médicaux), y compris les enfants handicapés de plus de 3 ans (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (65)

Activités relevant de la déclaration et soumises à autorisation (mode prestataire) :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes âgées (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale aux personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (hors actes de soins relevant d'actes médicaux) (65)
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologie chroniques (65)
- Accompagnement hors domicile des personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques (promenades aide à la mobilité, transports et actes de la vie courante) (65)
- Aide personnelle à domicile aux familles fragilisées (65)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées adressé à M. le directeur de la DDETSPP 65, cité administrative Reffye 65000 Tarbes ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 Paris cedex 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Pau (cours Lyautey 64000 Pau).

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 09 janvier 2024

Pour le Préfet et par délégation
Directeur départemental
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées



Grégory FERRA

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00005

Déclaration services à la personne CAVE Laétitia



**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le n° SAP 978724672**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées le 28 décembre 2023 par Madame CAVE Laétitia en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme CAVE Laétitia dont l'établissement principal est situé 2 Chemin de la Poutge 65320 LAGARDE, pour les activités suivantes :

- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Préparation de repas à domicile**
- **Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées adressé à M. le directeur de la DDETSPP 65, cité administrative Reffye 65000 Tarbes ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 Paris cedex 13.

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Pau (cours Lyautey 64000 Pau).

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 10 janvier 2024

Pour le Préfet et par délégation
Directeur départemental
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées



Grégory FERRA

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00006

Déclaration services à la personne LACROIX
Steeve



**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le n° SAP 980901052**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Constata :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées le 26 octobre 2023 par Monsieur Steeve LACROIX en qualité de micro-entrepreneur, pour l'organisme LACROIX Steeve dont l'établissement principal est situé 13, Place de l'église – 65240 ARREAU, pour les activités suivantes :

- **Entretien de la maison et travaux ménagers**
- **Petits travaux de jardinage**
- **Travaux de petit bricolage**

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées adressé à M. le directeur de la DDETSPP 65, cité administrative Reffye 65000 Tarbes ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 Paris cedex 13.

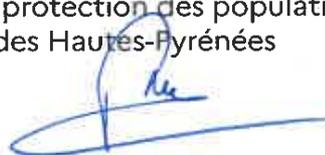
Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de Pau (cours Lyautey 64000 Pau).

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 08 janvier 2024

Pour le Préfet et par délégation
Directeur départemental
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées



Grégory FERRA

DDT Hautes-Pyrenees

65-2024-01-16-00001

Arrêté portant interdiction temporaire de la
pêche
sur le pré-lac et le lac du Louet sur la commune
d Escaunets



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires

**Arrêté n°
portant interdiction temporaire de la pêche
sur le pré-lac et le lac du Louet sur la commune d'Escaunets**

Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code l'environnement, et notamment ses articles L. 436-5, L. 436-12 et R. 436-73, R. 436-74 et R. 436-79 ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;

VU la demande de la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées en date du 1er décembre 2023 ;

VU l'avis émis par le délégué régional de l'office français de la biodiversité d'Occitanie en date du 11 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le pré-lac du Louet et le lac du Louet ont été vidangés afin de réaliser des travaux de restauration de la digue dans un but de sécurité publique ;

CONSIDÉRANT que la protection du cheptel piscicole du pré-lac du Louet ainsi que celle du lac du Louet nécessite des mesures de protections particulières ;

ARRÊTE

ARTICLE 1:

La pratique de la pêche sur le pré-lac du Louet ainsi que sur le lac du Louet, par tous les modes ou procédés de pêche, de la rive ou à partir d'embarcations, est interdite du 1er janvier 2024 au 26 avril 2024 inclus.

ARTICLE 2:

Cette interdiction s'applique à l'ensemble des espèces piscicoles.

ARTICLE 3 :

En cas de non-respect des prescriptions et dispositions précédentes, les contrevenants s'exposent aux peines prévues au code de l'environnement et au code pénal qui sont applicables.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat - BP 1349 - 65013 TARBES

ARTICLE 4:

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 5 :

Monsieur le directeur départemental des Territoires ;
Monsieur le colonel, Commandant le groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées ;
Monsieur le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité ;
Monsieur le président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées ;
Monsieur le maire de la commune d'Escaunets

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans la commune concernée par les soins de monsieur le maire.

Tarbes, le 16 janvier 2024

L'adjoint au chef du service
Environnement, Risques, Eau et Forêt

Benoit JEAN

DDT Hautes-Pyrenees

65-2024-01-03-00013

Arrêté inter-préfectoral portant autorisation
unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour
l'irrigation agricole sur le périmètre de
l'organisme unique de gestion collective
Garonne amont.



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté inter-préfectoral portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le périmètre de l'organisme unique de gestion collective Garonne amont

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet des Hautes-Pyrénées,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet du Gers,

La préfète du Lot,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de l'Ariège,

Vu le code civil ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.211-112, R. 211-66 à R. 211-70, R. 214-31-1 à R. 214-31-3, L. 211-1 à L. 211-3, L. 213-7 et L. 214-3 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vallée de la Garonne, approuvé le 21 juillet 2020 ;

Service Environnement, Eau et Forêt
1, place Saint-Étienne
31038 TOULOUSE CEDEX 9
Tél. : 05 34 45 34 45
Site internet : www.haute-garonne.gouv.fr

1/21

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

Vu les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté R76-2021-11-08-00015 du 8 novembre 2021 délimitant les zones de répartition des eaux (ZRE) sur le bassin Adour-Garonne ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2013 portant désignation d'un organisme unique de gestion collective (OUGC) des prélèvements en eau destinés à l'irrigation agricole dans le sous-bassin de la Garonne amont ;

Vu l'arrêté inter préfectoral du 21 juillet 2016 et ses arrêtés modificatifs délivrant l'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement à l'organisme unique de gestion collective (OUGC) Garonne-amont ;

Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 modifié relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;

Vu la note relative aux organismes uniques de gestion quantitative et le compte rendu de la commission administrative de bassin en date du 15/05/2013 précisant le rôle du préfet de la Haute-Garonne en tant que préfet coordonnateur du sous-bassin Garonne amont, désigné ci-après le préfet ;

Vu le point d'étape (dit bilan) de la réforme des volumes prélevables présenté à la commission planification du comité de bassin Adour Garonne le 24 juin 2020 ;

Vu le plan stratégique 2021-2027 de retour à l'équilibre quantitatif pour la gestion quantitative de la ressource en eau validé en comité de bassin du 15 septembre 2021 ;

Vu la notification des volumes prélevables par le préfet à l'organisme unique le 23 février 2021 ;

Vu la demande de renouvellement en date du 29 novembre 2022 de l'OUGC Garonne-amont ;

Vu la demande de complément concernant le dossier de renouvellement envoyé le 1^{er} février 2023 ;

Vu le dossier complémentaire de renouvellement de l'AUP envoyé par l'OUGC Garonne-amont le 13 septembre 2023 ;

Vu la consultation du public organisée du 23 octobre 2023 au 6 novembre 2023 inclus sous la forme d'une participation du public par voie électronique ;

Vu la synthèse des remarques établie en date du 16 novembre 2023 ;

Vu l'information du projet d'arrêté faite en conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Coderst) de la Haute Garonne, le 21 novembre 2023 ;

Vu la phase contradictoire au cours de laquelle le projet de décision a été présenté au bénéficiaire le 21 novembre 2023 et à laquelle celui-ci a répondu le 5 décembre 2023 en formulant des observations ;

Considérant la nécessité de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau définie à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nécessité de déterminer un cadre pluriannuel pour les prélèvements d'eau pour l'irrigation compatible avec les orientations du SDAGE du bassin Adour-Garonne 2022-2027 ;

Considérant la nécessité d'assurer le renouvellement en conformité et en compatibilité de l'autorisation unique de prélèvement avec le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) et le règlement du SAGE Vallée de la Garonne ;

Considérant que le présent projet de renouvellement de l'autorisation unique de prélèvement ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;

Considérant la nécessité d'assurer le renouvellement des AUP dans le cadre des volumes prélevables notifiés en février 2021 selon le plan stratégique 2021-2027 de retour à l'équilibre pour la gestion quantitative de la ressource en eau validé en comité de bassin du 15 septembre 2021, afin de permettre une gestion équilibrée des cours d'eau et nappes d'accompagnement ;

Considérant le volume de prélèvements maximum autorisé par l'arrêté préfectoral portant autorisation unique pluriannuelle pour la période 2016-2021 de 70,4 Mm³ en cours d'eau et nappe d'accompagnement en période d'étiage pour l'ensemble des périmètres élémentaires de gestion du bassin Garonne amont;

Considérant la nécessité de maintenir ou restaurer l'équilibre quantitatif dans les eaux souterraines, en particulier celles qui ne sont pas en bon état quantitatif et celles qui sont en zones de sauvegarde (disposition B24 du SDAGE) ;

Considérant que le volume prélevable correspond au volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques, en respectant le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource et les objectifs environnementaux du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ;

Considérant la nécessité d'adapter les prescriptions de l'AUP renouvelée selon le point d'étape ou bilan de la réforme des volumes prélevables commandé par le SDAGE 2016-2020 et en compatibilité avec la disposition C8 du SDAGE 2022-2027 ;

Considérant l'étude réalisée en 2020 pour définir une valeur de volume prélevable sur la Barguelonne ainsi que la conclusion de l'étude de l'OUGC Garonne amont proposant une séparation entre la Barguelonne et la Garonne ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfetures de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Gers, du Lot et de l'Ariège,

ARRÊTE :

Titre 1^{er} – Objet de l'autorisation unique pluriannuelle

Article 1^{er} – Bénéficiaire de l'autorisation

Le bénéficiaire désigné ci-dessous :

est bénéficiaire de la présente autorisation unique pluriannuelle (AUP) prévue aux articles R.214-31-1 à R.214-31-5 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

Article 2 – Objet de l'autorisation

L'AUP concerne tous les prélèvements destinés à l'irrigation à des fins agricoles (y compris le remplissage des retenues servant pour tout ou partie à l'irrigation et à la lutte anti-gel), quels que soient la période et le type de ressource utilisée, à l'exception des prélèvements à usage domestique au sens de l'article R.214-5 du code de l'environnement.

L'AUP concerne le seul acte de prélèvement d'eau et non l'existence des ouvrages de prélèvement, des ouvrages de stockage et de transfert qui doivent être régulièrement déclarés ou autorisés, installés et exploités. En cas de prélèvement via un gestionnaire de retenue, une convention doit être établie. L'organisme unique doit s'assurer auprès des gestionnaires que les volumes demandés par les irrigants sont conventionnés avant la transmission du plan annuel de répartition au préfet.

Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

| Rubriques | Intitulé | Régime |
|-----------|---|---------------------|
| 1.1.2.0 | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) ; 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D). | Autorisation |
| 1.2.1.0 | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ; 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m ³ /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D). | Autorisation |
| 1.3.1.0 | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /heure (A) ; 2° Dans les autres cas (D). | Autorisation |

Article 3 – Volumes maximums autorisés de prélèvements annuels par période et type de ressource

Les volumes maximums autorisés de prélèvements annuels d'eau pour les besoins précisés ci-dessus de l'organisme unique, compatibles avec le bon fonctionnement des milieux et les autres usages, sont à respecter par périmètre de gestion collective, par type de ressource et par période, comme présenté dans les tableaux qui suivent.

Deux périodes de prélèvements sont définies :

- basses eaux ou étiage : du 1^{er} juin au 31 octobre pour les prélèvements destinés à l'irrigation agricole,
- hautes eaux ou hors étiage : du 1^{er} novembre au 31 mai pour les prélèvements destinés à l'irrigation, agricole, la lutte antigel et le remplissage des retenues / réserves / ouvrages de stockage (collinaires, plans d'eau, barrages, etc.).

Les modalités de remplissage des ouvrages de stockage et leurs modalités d'exploitation sont conformes aux prescriptions individuelles édictées dans les déclarations ou les arrêtés d'autorisation de chaque ouvrage.

1) En basses eaux ou étiage

| Type de ressource | Périmètre élémentaire de gestion collective et bassin de gestion | Volume autorisé maximum (Mm ³) |
|---------------------------------------|---|---|
| Cours d'eau et nappe d'accompagnement | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère excluant le bassin versant de la Barguelonne | 48,212 (dont 2 compensés sur le PE 65) |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | |
| | Bassin versant de la Barguelonne | 1,07 |
| Nappes déconnectées | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère incluant le bassin versant de la Barguelonne | 1,19 |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | 2,12 |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | 3,65 |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | 0,1 |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | 0,1 |

| | | |
|-----------------------|---|------|
| Retenues déconnectées | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère incluant le bassin versant de la Barguelonne | 19 |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | 4,9 |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | 0,96 |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | 0,3 |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | 0 |

2) En hautes eaux ou hors étiage

| Type de ressource | Périmètre élémentaire de gestion collective | Volume autorisé maximum (Mm ³) |
|---------------------------------------|---|--|
| Cours d'eau et nappe d'accompagnement | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère incluant le bassin versant de la Barguelonne | 6,27 |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | 10,2 |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | 2,73 |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | 0,6 |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | 0,708 |
| Nappes déconnectées | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère incluant le bassin versant de la Barguelonne | 0,357 |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | 0,636 |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | 1,095 |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | 0,03 |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | 0,03 |

| | | |
|---|---|------|
| Retenues déconnectées (remplissage par ruissellement des retenues déconnectées) | Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère incluant le bassin versant de la Barguelonne | 19 |
| | Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | 4,9 |
| | Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | 0,96 |
| | Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | 0,3 |
| | Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | / |

Les types de ressource sont définis en annexe 1.

Les volumes de la nappe déconnectée en Tarn-et-Garonne pour les périmètres 63 et 64 sont définis par l'étude hydrodynamique de la nappe alluviale sur le Tarn-et-Garonne réalisée par le BRGM en 2015.

Article 4 – Évolutions des volumes autorisés dans le cadre d'un programme de retour à l'équilibre

L'OUGC Garonne amont transmet, d'ici au 31 mars 2024, un programme de retour à l'équilibre répondant au cadrage défini en annexe 2. Si ce programme de retour à l'équilibre est validé par le préfet, alors les volumes temporairement autorisés en cours d'eau et nappe d'accompagnement en étiage sont limités comme suit :

| Périmètre élémentaire de gestion collective et bassin de gestion | Volume 2024 (m ³) | Volume 2025 (m ³) | Volume 2026 (m ³) | Volume 2027 (m ³) |
|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| Périmètre 63 : Garonne entre Verdun et Lamagistère excluant le bassin versant de la Barguelonne | 63 604 363 | 58 473 575 | 53 342 788 | 48 212 000 |
| Périmètre 64 : Garonne entre Portet et Verdun | | | | |
| Périmètre 65 : Garonne entre Roquefort et Portet | | | | |
| Périmètre 68 : Garonne entre Valentine et Roquefort | | | | |
| Périmètre 69 : Garonne à l'amont de Valentine | | | | |
| Bassin versant de la Barguelonne | 1 515 638 | 1 366 425 | 1 217 213 | 1 068 000 |

En cas de modification du programme de retour à l'équilibre, sur les périmètres de gestion collective concernés, les volumes temporairement autorisés ci-dessus pourront être adaptés sous réserve d'une demande justifiée et validée par le préfet. Les volumes modifiés devront respecter les volumes de l'article 3 au plus tard dans le plan annuel de répartition 2027 et suivre une trajectoire de retour à l'équilibre continue.

Chaque année, un point d'étape de l'avancée du programme est réalisé par le bénéficiaire et communiqué au préfet.

Ce programme est susceptible d'être modifié selon l'avancée des différentes actions sous réserve de validation par le préfet en concertation avec les usagers .

En l'absence de transmission du programme de retour à l'équilibre dans les délais sus-mentionnés, les volumes autorisés en cours d'eau et nappe d'accompagnement en étiage sont ceux fixés à l'article 3 dès l'année 2024.

Article 5 – Durée de l'autorisation

L'autorisation est délivrée jusqu'au 1^{er} novembre 2028.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Article 6 – Condition de renouvellement de l'autorisation

Si le bénéficiaire souhaite obtenir le renouvellement de son autorisation, il doit adresser au préfet de la Haute-Garonne une demande dans les conditions de forme et de contenu définis à l'article R. 181-49 du code de l'environnement, au moins six mois avant l'expiration de la présente autorisation.

Si le bénéficiaire ne souhaite pas obtenir le renouvellement de son autorisation, il en informe le préfet dans les mêmes délais.

Titre 2 – Prescriptions techniques

Article 7 – Plan annuel de répartition

7.1 Définitions

Les termes suivants sont définis :

- V_AUP : volumes maximums autorisés de prélèvements annuels définis dans la présente AUP à l'article 3 et 4
- V_demandé : volume correspondant à la demande des préleveurs
- V_proposé : volume proposé par l'OUGC après application de la clé de répartition, s'il y a eu recours à cette clé dans le cas d'un V_demandé supérieur au V_autorisé. Le V_proposé n'intègre pas le V_réserve,
- V_approuvé : volume figurant dans l'arrêté d'approbation du PAR (différentes caractéristiques du point de prélèvement ainsi que les volumes par compartiment et usage, y compris le volume de réserve)
- V_réserve_provisoire : volume de la réserve calculé par l'OUGC au dépôt du PAR
- V_réserve_définitif : volume de la réserve approuvée dans l'arrêté d'approbation du PAR

7.1 : Élaboration du plan de répartition

Le bénéficiaire propose, chaque année, un plan de répartition des volumes selon les besoins des préleveurs en application des règles de répartition et d'échelonnement sur la période d'irrigation en débit et/ou en surface et en volume définies dans son règlement intérieur et des volumes maximums autorisés des ressources concernées.

Ce plan annuel de répartition répartit les volumes demandés selon les périodes et le type de ressource définis aux articles 3 et 4 et respecte le volume de prélèvements maximal autorisé à l'article 3 pour l'année considérée.

Un volume de réserve non réparti entre les préleveurs déjà identifiés est défini chaque année, par période, par périmètre de gestion collective et par type de ressource, le cas échéant, pour permettre l'intégration de nouveaux préleveurs ou demandes tardives.

Il correspond au minimum à 1 % du volume AUP sollicité et au maximum à 10 % de ce même volume.

Il est calculé de la façon suivante :

Si $\Sigma V_{\text{demandé}} < V_{\text{AUP}}$ alors :

$V_{\text{réserve}} = \min(10\% \text{ du } V_{\text{AUP}} ; V_{\text{disponible}})$, avec $V_{\text{disponible}} = V_{\text{AUP}} - \Sigma V_{\text{demandé}}$

sinon $V_{\text{réserve}} = 1\% \text{ du } V_{\text{AUP}}$ (dans ce cas, $\Sigma V_{\text{demandé}} = 99\% \text{ de } V_{\text{AUP}}$)

Le recours à ce volume de réserve répond aux règles de mise en œuvre définies dans l'arrêté d'approbation du plan annuel de répartition. Il convient que les demandes transmises par l'OUGC permettent de suivre la consommation du volume de réserve ainsi que de répondre à l'ensemble des conditions propres au PAR. L'arrêté d'approbation du plan annuel de répartition peut prévoir des périodes déterminées d'analyse des demandes déposées au titre du volume de réserve.

Lorsque $\Sigma V_{\text{demandé}} < V_{\text{AUP}}$, les demandes des irrigants sont satisfaites.

Lorsque $\Sigma V_{\text{demandé}} > V_{\text{AUP}}$, une clé de répartition est appliquée par l'OUGC pour l'ensemble des prélèvements, hors retenues déconnectées.

7.2 : Dépôt du plan annuel de répartition

Le plan annuel de répartition est déposé auprès du préfet référent qui est le préfet de la Haute-Garonne avec copie à l'ensemble des directions départementales des territoires (et de la mer) concernées, avant le 15 février de chaque année, sous format informatique.

Ce plan est accompagné d'une note explicitant la démarche suivie pour recueillir les demandes (publicité, délais, relance, méthode), répartir les volumes demandés par les préleveurs et se conformer aux volumes autorisés ainsi que d'un tableau récapitulatif faisant apparaître, par période, par périmètre élémentaire et par type de ressource les informations suivantes selon le format Sandre en vigueur (ou format harmonisé à l'échelle du bassin Adour Garonne en partenariat avec le service instructeur et l'agence de l'eau) :

- le nombre d'irrigants ;
- le nombre de points de prélèvements ;

- la somme des volumes demandés par les préleveurs ;
- les sommes de débits demandés par les préleveurs ;
- le volume proposé dans le plan de répartition par l'organisme unique ;
- le volume autorisé et le volume AUP;
- pour la période hors étiage, les volumes destinés selon les différents usages : irrigation, remplissage de plans d'eau et lutte anti-gel.
- Le volume de réserve et sa méthode de calcul;
- les périmètres élémentaires ayant nécessité une réduction des volumes par rapport aux demandes, méthode ou clé de répartition ayant été utilisée pour respecter le volume autorisé, devant garantir une équité de traitement.

Une liste non exhaustive des données attendues est détaillée en annexe 3.

Aucun prélèvement ne peut être proposé à l'homologation s'il n'a pas expressément été demandé par un préleveur.

7.3 : Approbation du plan annuel de répartition (PAR)

En cas de désaccord avec le projet de plan proposé, le préfet en demande la modification de manière motivée. Le bénéficiaire y répond dans un délai d'un mois après réception de la demande de modification. À défaut d'un projet dûment modifié dans ce délai, le préfet procède aux modifications nécessaires et arrête le PAR.

Le préfet référent approuve le PAR par arrêté préfectoral dans les trois mois suivant sa réception. Le silence gardé par le préfet vaut décision de refus.

Le préfet notifie le PAR au bénéficiaire de la présente autorisation unique pluriannuelle (AUP).

Le préfet de département transmet le PAR pour information aux conseils départementaux de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) des départements concernés.

Le bénéficiaire informe chaque préleveur du volume et du débit d'eau qu'il peut prélever en application du PAR approuvé par le préfet et les conditions de prélèvement à respecter. Cette information comprend au minimum les prescriptions générales applicables à l'ensemble des points de prélèvements ainsi que les prescriptions particulières applicables à chacun d'entre eux (débits et volumes autorisés en fonction de la ressource en eau). Elle précise également la zone d'alerte d'appartenance du point de prélèvement et les modalités d'application géographique des restrictions (tours d'eau, sectorisation, etc.).

7.4 : Modification du plan annuel de répartition

Après l'approbation du PAR, l'organisme unique de gestion collective peut modifier les attributions de volumes par point de prélèvement pour intégrer de nouvelles demandes des préleveurs et les ajuster en fonction du besoin réel et/ou la consommation réelle des volumes notifiées. Les modifications respectent les règles fixées par la présente autorisation et, notamment, le plafond maximal autorisé aux articles 3 et 4 tant au niveau du périmètre que de la ressource et de l'usage, ainsi que les prescriptions du présent arrêté et la réglementation en vigueur.

Les demandes de modifications ne sont prises en compte qu'après approbation du PAR. Chaque demande de modification est accompagnée d'un tableau de suivi de l'ensemble des modifications par compartiment. Elles font l'objet d'une demande auprès du préfet qui s'il les approuve, les notifie à l'organisme demandeur. Elles doivent être justifiées et doivent être déposées avant le 1er septembre pour les périodes d'étiage et avant le 15 décembre pour les périodes hors étiage. La somme des volumes modifiés ne peut excéder 10 % du volume du PAR initial par compartiment de la ressource concerné. À défaut d'approbation sous un mois suivant la demande, les modifications sont rejetées. Le contenu de la modification du PAR est formalisé selon le format et les éléments prévus au paragraphe 7.2.

Afin de faciliter le traitement des demandes de modifications, celles-ci doivent prendre le même format de présentation que le PAR en rajoutant deux colonnes indiquant le nouveau volume proposé et la différence entre le volume approuvé et le nouveau volume proposé.

7.5 : Modalités d'atteinte de l'objectif

Dans la limite des ressources disponibles mobilisables, en cas de situation particulière le nécessitant, le préfet après concertation avec l'ensemble des usagers du comité ressources en eau concerné, peut accepter le dépassement du volume approuvé dans le plan annuel de répartition pour le périmètre élémentaire concerné, en cours d'eau et nappe d'accompagnement et sur la période considérée. Ce dépassement du volume approuvé n'excède pas au maximum 10 % du volume de l'autorisation unique pluriannuelle de l'année considérée (art.3 et 4) et reste inférieur au volume de l'autorisation unique pluriannuelle délivrée en 2016, pour le périmètre élémentaire et la période considérée. De plus, cette possibilité n'intervient pas plus d'une année sur les cinq dernières années à la date de la décision. Cette possibilité ne peut plus être mobilisée à compter de l'année de l'atteinte du retour à l'équilibre, au plus tard en 2027.

Article 8 : Modalités de transmission des volumes prélevés

Les données à transmettre par point de prélèvement (et pour chaque point de comptage) sont :

- Campagne
- Période
- Type de point
- N° point DDT AEAG et OUGC
- Nom du point de prélèvement
- État du Point
- Département
- Lieu-dit
- Commune du point de prélèvement
- Périmètre élémentaire
- Sous Périmètre élémentaire
- Type de ressource
- Nom de ressource
- Zone hydrologique
- le volume demandé par le préleveur
- le volume demandé par l'OUGC
- le volume approuvé
- le volume prélevé
- Débit demandé
- le débit maximum prélevé
- la surface irriguée par type d'assolement
- le numéro de compteur (N° de série issu du constructeur) et l'index relevé à l'issue de chaque période définies à l'article 3 et usage (irrigation, anti-gel, remplissage de retenue ou multi-usage)
- Raison sociale
- SIRET

Les données seront transmises sous format informatique en vigueur - format Sandre ou format harmonisé pour le bassin Adour-Garonne en partenariat avec le service instructeur et l'agence de l'eau - et sous format papier dans le cadre du bilan de la campagne défini à l'article 9 (avant le mois de décembre).

Article 9 – Bilan de la campagne d'irrigation et rapport annuel

L'OUGC transmet, avant le mois de décembre de chaque année, un bilan de la campagne d'irrigation et de la mise en œuvre du plan annuel de répartition de l'année au préfet avec copie aux directions départementales des territoires (et de la mer) concernées.

L'OUGC présente son bilan de campagne pour avis au Coderst du préfet référent afin d'en tenir compte dans la préparation du PAR suivant.

L'organisme unique de gestion collective transmet, avant le 31 janvier de chaque année, un rapport annuel au préfet référent. Il est composé des pièces listées à l'article R. 211-112 – alinéa 4 du code de l'environnement.

Il est complété par :

- une synthèse des volumes consommés par période, périmètre de gestion collective, type de ressource et usage (et notamment l'usage en hautes eaux : le remplissage de retenue, la lutte antigel ou le multi-usage) ;
- un bilan des différentes étapes de la préparation et du déroulement de la campagne estivale (précampagne – campagne) en termes de contraintes volumétriques, informations aux préleveurs, etc ;
- un recensement des assolements des surfaces irriguées par périmètre de gestion collective ;
- un bilan des mesures de crise lors des périodes de sécheresse par périmètre de gestion collective ;
- les modifications structurelles apportées aux bases de données ;
- les actions spécifiques de l'OUGC pour éviter l'atteinte des seuils de gestion de crise sécheresse par l'Etat ;
- toute pièce ayant été amendée ou modifiée suite aux retours d'expérience et à l'amélioration de la connaissance (règlement intérieur – mesures de gestion – etc.) ;
- un bilan agricole de la saison d'irrigation réalisé en lien avec les chambres d'agriculture.

Article 10 – Mesures de gestion

L'OUGC peut proposer des mesures de gestion des prélèvements pour anticiper la crise en lien avec les arrêtés cadre sécheresse. Ces mesures doivent contenir notamment la définition de modalités de limitation afin de limiter les prélèvements et leur impact sur les milieux en anticipation des mesures de restriction.

L'OUGC peut proposer, par exemple, des adaptations de volumes ou des tours d'eau.

Article 11 – Bilan de la réalisation des actions

Au plus tard pour fin 2027, l'OUGC réalise un point d'étape de l'AUP. Ce point d'étape servira pour le renouvellement de l'AUP et pour examiner l'atteinte de l'équilibre quantitatif.

Ce bilan est établi sur la période allant de l'étiage 2022 à l'étiage 2027 (sur la base des données disponibles au moment du bilan pour l'étiage 2027) inclus et comprend à minima :

- l'état de l'avancement des différentes prescriptions de l'AUP ;
- l'état quantitatif de chaque périmètre de gestion collective dont la satisfaction du DOE, le nombre de franchissement des seuils de gestion ;
- les mesures de gestion éventuellement proposées par l'OUGC et mises en œuvre par les préleveurs pour améliorer la gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- l'avancement du programme de retour à l'équilibre et un bilan des actions réalisées ;
- les mesures d'adaptation au changement climatique mise en œuvre sur le territoire de l'AUP ;

Article 12 – Réexamen des volumes autorisés

Lorsque de nouveaux volumes prélevables sont arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin sur le périmètre de la présente AUP, les volumes de l'article 3 sont mis en conformité et un arrêté modificatif de la présente autorisation est signé.

En cas de modification du SDAGE ou du SAGE, l'AUP est mise en compatibilité avec le SDAGE ou en conformité avec le SAGE.

Titre 3 – Prescriptions complémentaires

Article 13 – Amélioration des connaissances

13.1 : Inventaire des retenues existantes

L'OUGC, en lien si nécessaire avec les chambres d'agriculture, recense, sur l'intégralité des périmètres élémentaires, tous les plans d'eau à usage d'irrigation avant l'échéance de l'autorisation afin de préciser pour chacun d'eux :

- le mode d'alimentation : connexion ou non au cours d'eau et sa nappe d'accompagnement, selon la grille de détermination validée par le service instructeur ou selon les dispositions de l'arrêté préfectoral s'il existe ;
- le volume moyen prélevé sur les 5 dernières années par plans d'eau ;
- le volume maximal du plan d'eau.

Ces informations sont retracées dans une base de données (nom du préleveur, coordonnées X, Y du plan d'eau, mode d'alimentation, taux d'utilisation moyen sur cinq années). Cette base sera transmise à l'administration au plus tard avant l'échéance de l'AUP.

13.2 : Amélioration des connaissances des besoins en eau des cultures irriguées

L'OUGC, en lien avec les chambres d'agriculture ou tout autre organisme pertinent, précise l'estimation des besoins en eau par type d'assolement.

Cette estimation est à réaliser pour le 1^{er} juin et à mettre à jour pendant la période de basses d'eau dans le cadre prévu de la gestion de l'étiage. Elle intégrera l'ensemble des données nécessaires à la gestion de l'étiage (types de cultures, les dates des semis de ces cultures irriguées et les surfaces correspondantes, une estimation des débits ou des volumes d'eau nécessaires et les dates prévisionnelles de fin d'irrigation des principales cultures irriguées (informations non exhaustives).

13.3 Mesures pour les systèmes réalimentés

Mesures d'accompagnement pour les systèmes réalimentés

1- Coordination avec les gestionnaires des retenues

Avant la transmission du plan annuel de répartition au préfet et aux directions départementales des territoires concernées, l'organisme unique doit s'assurer que les volumes demandés sont conventionnés avec les gestionnaires.

En cas de tensions identifiées sur la ressource et dans l'hypothèse où il est annoncé que le volume disponible pour la réalimentation est réduit pour la période d'étiage à venir ou que des réductions de quota contractuels ont été annoncées aux irrigants, l'OUGC peut proposer une adaptation du plan annuel de répartition en cohérence avec de telles mesures selon une clé de répartition clairement explicitée.

2- Préparation de la campagne

L'organisme unique de gestion collective, de par sa connaissance des assolements, est mobilisé pour participer à la préparation de la gestion de la sécheresse. A ce titre, il participe aux différentes

réunions organisées par l'Etat ou les gestionnaires des retenues et leur communique les données techniques en sa possession en lien avec les chambres d'agriculture concernées (cultures – surface – précocité – date de semis – estimation hebdomadaire du pic de besoin en débit et en volume).
En cas de déficit de remplissage des retenues, l'organisme unique contribue aux propositions de modalités d'adaptation de la stratégie de soutien d'étiage du gestionnaire des retenues pour validation par le préfet.

3- Gestion de la campagne

La gestion du soutien d'étiage est optimisée en relation étroite entre l'État, le gestionnaire des retenues et l'Organisme Unique, au travers d'un partage étroit des besoins des préleveurs, du milieu et des ressources disponibles.

4 - Bilan de la campagne

Les données annuelles capitalisées par les différents acteurs (organisme unique, gestionnaires de retenues) sur les prélèvements réalisés et leurs usages sont échangées avant le 31 décembre et permettent l'établissement du bilan annuel.

Article 14 – Rôle de l'OUGC sur la gestion de la sécheresse

L'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, peut mettre en place des mesures de gestion préventives afin d'éviter d'atteindre les seuils de gravité définis dans les arrêtés cadres sécheresse. Il peut également proposer une gestion particulière par zone d'alerte pour les bassins sensibles définis à l'article 15.3 du présent arrêté.

Article 15 – Travaux complémentaires

15.1 : déconnexion des plans d'eau connectés

Selon l'avancée de l'inventaire prescrit au chapitre 13.1, le PAR est modifié selon la nouvelle répartition des prélèvements par compartiment.

15.2 : Masses d'eau identifiées avec une pression d'irrigation forte à très forte

Identification des cours d'eau concernés

Les masses d'eau identifiées dans l'AUP du 21 juillet 2016 avec une pression forte à très forte des prélèvements d'irrigation, au regard de leurs caractéristiques hydrologiques sont les suivantes :

| Périmètre élémentaire | Libellé | Masses d'eau | Code masse d'eau | Pression |
|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------|------------|
| 65 | Garonne entre Roquefort et Portet | l'Azau | FRFR586 | Forte |
| | | le Volp | FRFR183 | Forte |
| | | l'Ousse | FRFR252A_3 | Très forte |
| 64 | Garonne entre Portet et Verdun | ruisseau Secourieu | FRFR609_4 | Très forte |
| | | ruisseau de Dère | FRFR610_1 | Très forte |
| | | ruisseau de Saint-Jean | FRFR296A_2 | Très forte |
| | | la Sère | FRFRL141_1 | Très forte |
| | | ruisseau Galinas | FRFR610_2 | Très forte |
| | | le Courbet | FRFR599 | Très forte |
| | | l'Aussonnelle | FRFR154 | Très forte |

| | | | | |
|----|-------------------------------------|-----------------------|------------|------------|
| 63 | Garonne entre Verdun et Lamagistère | le Lendou | FRFR191_2 | Très forte |
| | | la petite Barguelonne | FRFR191 | Très forte |
| | | la Barguelonne | FRFR192 | Très forte |
| | | l'Ayroux | FRFR300C_2 | Très forte |
| | | ruisseau de Tessonne | FRFR296A_4 | Très forte |
| | | la Sère | FRFR640 | Très forte |
| | | le Lambon | FRFR611 | Très forte |

Au plus tard pour fin 2024, l'OUGC transmet au préfet une analyse comportant :

- une proposition de liste actualisée des masses d'eau en prenant en compte la pression irrigation de l'état des lieux du SDAGE 2022-2027 ;
- un état d'avancement de la mise en œuvre des propositions d'actions issues de l'étude réalisée par l'OUGC sur cette thématique.

Mesures

Au regard de l'influence de l'irrigation sur les cours d'eau non réalimentés, les modalités particulières de traitement des demandes des prélèvements actuels et futurs suivantes sont appliquées.

Une réduction globale en débits et volumes des prélèvements doit être recherchée sur ces masses d'eau, de façon à réduire la pression sur ces milieux au fur et à mesure du renouvellement des prélèvements, avec :

- l'interdiction de volume supplémentaire autorisé par rapport à l'état des lieux recensant les prélèvements connus en 2015 ;
- le redéploiement à 50 % des volumes abandonnés : tout nouveau prélèvement ou toute modification à la hausse d'un prélèvement existant est conditionnée à l'arrêt ou la diminution d'autres prélèvements. Seuls 50 % des volumes récupérés par l'arrêt ou la diminution de ces prélèvements peuvent être redéployés sur les nouveaux prélèvements. De ce fait, les volumes demandés de l'année (création comprise) doivent être inférieurs ou égaux aux volumes autorisés en 2015 auxquels on a enlevé la moitié des volumes autorisés en 2015 qui ont été abandonnés.

Ce moratoire est levé dès lors que le débit de pointe cumulé de l'ensemble des prélèvements demandés dans le cadre du plan annuel de répartition redevient inférieur à 50 % du QMNA5 estimé pour le cours d'eau dans le dossier de demande d'autorisation unique.

15.3 : Petits cours d'eau non réalimentés

Sur l'ensemble des cours d'eau non réalimentés du sous-bassin Garonne amont, l'organisme unique assortit toute nouvelle demande de prélèvement ou modification à la hausse de volume/débit d'une analyse permettant de vérifier la capacité du milieu à accepter ce prélèvement supplémentaire, préalable à son intégration dans le plan annuel de répartition.

La non-application de ces modalités entraîne le rejet systématique des nouvelles demandes de prélèvement.

Titre 4 – Dispositions générales

Article 16 – Sanction en cas de non-respect des prescriptions

Le bénéficiaire est tenu de respecter ses engagements précisés dans le dossier déposé pour la présente autorisation.

Seuls les ouvrages de prélèvement réglementairement autorisés peuvent faire l'objet d'une allocation de volume d'eau. Tout point de prélèvement doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 et doit disposer d'un moyen de mesure des volumes prélevés.

Le non-respect des clauses du présent arrêté fera l'objet de suites administratives, en application des articles L.171-8 et suivants du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

Article 17 – Publication

La présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Gers, du Lot et de l'Ariège.

Un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui l'ont fondée ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette opération est soumise, est affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Toulouse et est tenue à la disposition du public.

La présente autorisation est mise à disposition du public sur le site Internet des préfectures concernées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 18 – Délai et voie de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie.
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).
- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Un recours peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent sur l'application internet "Télérecours citoyens", en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, des copies du recours n'ont pas nécessité d'être produites, un enregistrement immédiat étant assuré sans délai d'acheminement.

Article 19 - Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Gers, du Lot et de l'Ariège, les services chargés de la police de l'eau des départements concernés et le maire de la commune de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'organisme unique de gestion collective du sous-bassin Garonne amont et aux titulaires d'autorisation de prélèvements pour l'irrigation.

Fait à Toulouse, le

3 JAN. 2024

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet de Lot-et-Garonne

Daniel BARNIER

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vincent ROBERTI

Le préfet des Hautes-Pyrénées,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Le préfet

Jean SALOMON

Le préfet du Gers,

La préfète du Lot,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

La préfète

Cécile RAULIN

Le préfet de l'Ariège,

P/le Préfet et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Philippe D'ARGENT

Annexe 1 : Définitions

- **Cours d'eau et nappe d'accompagnement** : concerne l'ensemble des ressources en eau ci-après :
 - Cours d'eau : l'article L 215-7-1 du Code de l'environnement donne la définition suivante : « constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »
 - Cours d'eau réalimenté
 - Canal
 - Source
 - Retenues connectées au milieu naturel :
 - plan d'eau en travers de cours d'eau (les retenues de réalimentation sont des cas particuliers et font l'objet d'une autorisation administrative et disposent d'un règlement d'eau qui fixe les grands principes de fonctionnement de l'ouvrage) ;
 - plan d'eau alimenté en continu par une dérivation (pas de déconnexion estivale) ;
 - plan d'eau sur source ;
 - plan d'eau connecté en lien avec la nappe d'accompagnement (remise en eau naturelle du site de prélèvement) et gravières.
 - Nappe d'accompagnement : la nappe d'accompagnement est la ressource souterraine
 - en relation avec le cours d'eau, et le plus souvent en connexion hydraulique avec celui-ci ;
 - et dans laquelle le prélèvement a une incidence sur le débit de ce cours d'eau : les prélèvements effectués dans les aquifères en relation avec les cours d'eau privent ceux-ci d'une partie significative des apports latéraux contribuant à leurs écoulements de base. En effet, lors d'un pompage en nappe d'accompagnement, deux phénomènes sont à prendre en considération :
 - le premier, dont l'impact sur le cours d'eau est immédiat, correspond au transfert d'eau du cours d'eau vers la nappe d'accompagnement induit par le pompage dans la partie de la nappe d'accompagnement la plus proche du cours d'eau ;
 - le second, dont l'impact sur le cours d'eau est différé, correspond à un « manque à gagner » pour le cours d'eau, puisqu'il s'agit de prélever une partie du flux transitant dans la nappe d'accompagnement et donc privant le cours d'eau de cet apport. Cela concerne des prélèvements dans une partie plus éloignée du cours d'eau.
- **Nappe déconnectée** : concerne à la fois des nappes libres et des nappes captives non intégrées dans le compartiment précédent.
 - Les nappes libres sont des nappes qui sont en relation avec la surface du sol par l'intermédiaire d'une zone non saturée en eau. La surface piézométrique est donc à la pression atmosphérique, et son niveau peut fluctuer entre les hautes et les basses eaux annuelles. Les nappes libres sont généralement peu profondes. Le renouvellement de la ressource dans les nappes libres est rapide, par une fraction de la pluie qui percole à travers la zone non saturée ;

- Les nappes captives sont des nappes comprises entre deux couches géologiques imperméables qui confinent l'eau sous pression, elles sont souvent profondes de quelques centaines de mètres ou plus. Le rééquilibrage entre les prélèvements et les entrées dans les nappes captives à grande inertie est très lent (plusieurs décennies, voire plusieurs siècles). Pour certaines nappes captives peu profondes ou pour les parties proches des affleurements, elles participent partiellement au cycle hydrologique annuel et/ou leur exploitation peut conduire à une diminution des sorties, et donc à un impact sur les milieux aval.
- Ces définitions techniques (nappe d'accompagnement et nappe déconnectée) doivent faire l'objet d'une délimitation à des fins de gestion de la ressource en eau, délimitation effectuée de manière concertée notamment dans le cadre de la réalisation des études volumes prélevables.
 - **Retenue déconnectée**, concerne :
 - les retenues qui ne sont pas liées au réseau hydrographique et hydrogéologique auquel elles se rapportent pendant la période de basses eaux ;
 - les retenues de substitution : il s'agit d'ouvrages artificiels permettant de substituer des volumes prélevés en période de basses eaux par des volumes prélevés en période de hautes eaux. Les dispositions instituant la période de remplissage et les contraintes de seuils correspondant à des débits de cours d'eau ou des niveaux de nappe déclenchant ou arrêtant le remplissage, sont notifiées pour chaque retenue par les services de l'État au gestionnaire de la réserve. Le remplissage est interdit en période de basses eaux ;
 - les retenues collinaires remplies uniquement par ruissellement et eaux de drainage ;
 - les réserves de récupération d'eau de pluie,

Les petites retenues et plans d'eau en travers d'un cours d'eau dont le fonctionnement est conforme à l'autorisation réglementaire, dès lors qu'il existe un dispositif de restitution de débit réservé opérationnel ou un dispositif assurant une transparence aux débits entrants en période d'étiage et en période de restriction (exemple : mise en dérivation) constituent un cas particulier. Dans ce cas, ces plans d'eau, par leur mode de gestion, peuvent être assimilés à des retenues déconnectées sous réserve a minima que le volume prélevé annuellement soit inférieur au volume utile de la retenue (non remplissage de la retenue pendant la période d'étiage) et en tenant compte d'un complément maximum de 20 % pour considérer les apports de ruissellement. Ils ne sont pas soumis aux restrictions temporaires des usages de l'eau le cas échéant.

Les retenues qui ne répondent à aucun des critères ci-dessus sont considérées comme connectées au milieu naturel.

- Le caractère connecté ou déconnecté d'une retenue doit faire l'objet d'un inventaire à des fins de gestion de la ressource en eau et peut faire l'objet d'un acte administratif reconnaissant une gestion dite déconnectée.

Zone d'alerte : Les zones d'alerte sont des zones géographiques de gestion, sur lesquelles s'appliquent de manière cohérente les actions ou mesures à prendre dans les situations de pénurie. Elles sont définies dans les arrêtés cadre sécheresse.

Annexe 2 : Cadrage du contenu du programme de retour à l'équilibre

Le Plan stratégique 2021-2027 de retour à l'équilibre pour la gestion quantitative de la ressource en eau, validé en Comité de bassin du 15 septembre 2021, mentionne l'ensemble des leviers de restauration des équilibres en eau pouvant être mobilisés sur les territoires le nécessitant. Ainsi, le programme de retour au volume prélevable objectif défini à l'article 3 mobilise toutes les actions adaptées localement parmi les suivantes, en concertation avec l'ensemble des usagers :

- Renforcer les économies d'eau, par l'accompagnement de la transition agricole vers des systèmes de productions moins consommateurs d'eau ;
- Développer les solutions fondées sur la nature telles que la restauration de zones humides, la préservation ou réimplantation des infrastructures végétales (haies, lisières de bois), le ralentissement des écoulements par la préservation/remobilisation des champs d'expansion de crues et la restauration des conditions hydrauliques favorables, la réduction des impacts des aménagements hydrauliques en facilitant la restitution des débits réservés, en restaurant les régimes naturels, en réduisant l'impact du drainage ;
- Participer au changement de systèmes et de modèles agricoles pour soutenir une agriculture durable, aptes à réguler à la source les besoins de fertilisants, de phytosanitaires, d'irrigation, en soutenant les réseaux d'échanges d'expériences, les conseils collectifs et individuels, les investissements à haute performance, les MAEC, conversion à l'agriculture biologique, labellisation HVE, le développement de filières valorisant ces productions de qualité ;
- Optimiser les ouvrages de stockage et de transfert existants par une meilleure gestion, la remobilisation ou la réhabilitation de stocks ;
- Stocker de l'eau en dehors de la période d'étiage par une meilleure mobilisation des réserves existantes

Le programme de retour à l'équilibre s'appuie sur les programmes d'action des démarches concertées prenant en charge des enjeux de gestion quantitative sur le territoire concerné.

Annexe 3 : Contenu détaillé du Plan annuel de répartition

La liste des demandes de prélèvements par période, par périmètre élémentaire, nature de ressource et usage, précisant pour chaque point de prélèvement demandé, a minima, les informations suivantes :

- ° année,
- ° département du point de prélèvement,
- ° période de prélèvement,
- ° périmètre élémentaire,
- ° bénéficiaire,
- ° raison sociale,
- ° adresse,
- ° code postal,
- ° commune,
- ° département,
- ° téléphone,
- ° téléphone portable,
- ° adresse mail,
- ° n° SIRET,
- ° n° SIREN,
- ° N° PACAGE,
- ° identifiant DDT du point de prélèvement,
- ° n° AEAG du prélèvement,
- ° commune de prélèvement,
- ° lieu-dit de prélèvement,
- ° coordonnées cadastrales (section, parcelle)
- ° coordonnées X/Y Lambert 93,
- ° débit maximum de prélèvement,
- ° surface irriguée à partir du point de prélèvement,
- ° volume demandé par le préleveur
- ° volume demandé à l'approbation par l'OUGC pour le préleveur,
- ° usage de l'eau (avec détail pour la période hivernale : irrigation de printemps, lutte anti-gel ou remplissage de plan d'eau),
- ° volume prélevé pour le point de prélèvement au cours du précédent plan annuel de répartition par période,
- ° type de ressource concernée,
- ° mode gestion de type « connecté » ou « déconnecté » pour les plans d'eau,
- ° le milieu prélevé (le nom du cours d'eau ou le nom de la nappe ou le nom du plan d'eau),
- ° nom masse d'eau dce,
- ° code masse d'eau dce,
- ° identifiant du compteur volumétrique.

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2024-01-16-00002

Arrêté portant habilitation dans le domaine
funéraire à la S.A.S. " crématorium d'Azereix "



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral N°65-2024-01-16-00002
portant habilitation dans le domaine funéraire
S.A.S. « CRÉMATORIUM D'AZEREIX »**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires ;

Vu le décret n°2022 – 167 du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral N°65-2021-10-27-00004 du 27 octobre 2021 portant autorisation de l'extension du crématorium, sis quartier l'Espiet à Azereix (65) ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 65-2023-07-21-00008 du 21 juillet 2023 portant délégation de signature à Monsieur Denis BELUCHE, directeur de la citoyenneté et des collectivités locales à la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu la demande d'habilitation dans le domaine funéraire présentée le 19 décembre 2023 et complétée le 9 janvier 2024 par Monsieur Jérôme BOURDA, président de la « S.A.S. crématorium d'Azereix » sise quartier l'Espiet à Azereix (65), suite à des travaux d'extension du bâtiment ;

Considérant que le rapport de vérification du crématorium réalisé par le Bureau APAVE en date du 18 décembre 2023, établit sa conformité à la réglementation funéraire ;

Considérant que le dossier présenté complet le 9 janvier 2024 par Monsieur Jérôme BOURDA, président de la « S.A.S. crématorium d'Azereix » sise quartier l'Espiet à Azereix (65), autorise l'habilitation ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées

ARRÊTE

Article 1^{er} : La « S.A.S. crématorium d'Azereix » sise quartier l'Espiet à Azereix (65), exploitée par Monsieur Jérôme Bourda, président, est habilitée pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités funéraires suivantes :

2 - Organisation des obsèques ;

4 - Fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, ainsi que des urnes cinéraires ;

8 - Fourniture des personnels et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

9 - Gestion d'un crématorium

Article 2 : Le numéro de l'habilitation est **24-65-0102**.

Article 3 : La présente habilitation est valable **jusqu'au 16 janvier 2029**.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N°65-2019-06-03-001 portant renouvellement dans le domaine funéraire à la « S.A.S. crématorium d'Azereix », est abrogé.

Article 4 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services (préfecture des Hautes-Pyrénées, place Charles de Gaulle, CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9) ou hiérarchique au ministère de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 Paris et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey, B.P. n°543. - 64010 Pau Cedex ou par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 5 : Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à Monsieur le maire d'Azereix, pour information.

Fait à Tarbes, le 16 janvier 2024

Pour le préfet et par délégation
Le directeur



Denis BELUCHE

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2024-01-15-00007

arrêté portant désignation des bureaux de vote
dans les communes des Hautes-Pyrénées pour
2024



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n° 65-2024-01-15-00007
portant désignation des bureaux de vote et leur périmètre géographique
dans les communes des Hautes-Pyrénées
pour l'année 2024**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu les articles L 17 et R 40 du code électoral ;

Vu le décret n° 2022-167 du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'instruction NORINTA1830120J du 21 novembre 2018 relative à la tenue des listes électorales et des listes électorales complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2023-08-31-00004 du 31 août 2023 portant désignation des bureaux de vote et leur périmètre géographique dans les communes des Hautes-Pyrénées pour l'année 2024 ;

Considérant les modifications sollicitées par les communes d'AULON, BERNADETS-DESSUS et SABALOS ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

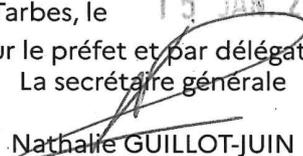
Article 1^{er} : Dans les communes non divisées en plusieurs bureaux de vote, le périmètre géographique du bureau de vote unique est l'ensemble du territoire de la commune conformément à la liste annexée au présent arrêté.

Article 2 : Dans les communes divisées en plusieurs bureaux de vote, il est affecté à chaque bureau de vote ainsi localisé, un périmètre géographique, conformément à la liste annexée au présent arrêté.

Article 3 : Tels qu'ils sont ainsi fixés, les bureaux de vote seront utilisés pour toutes les élections qui se dérouleront à compter du **1^{er} janvier 2024**.

Article 4 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 65-2023-10-05-00004 du 5 octobre 2023.

Article 5 : Madame la secrétaire générale de la préfecture, madame la sous-préfète de Bagnères-de-Bigorre, Monsieur le sous-préfet d'Argelès-Gazost, Mesdames et Messieurs les maires du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché immédiatement dans les mairies et devant chaque bureau de vote.

Tarbes, le **15 JAN 2024**
Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Nathalie GUILLOT-JUIN

ANNEXE à l'arrêté portant désignation des bureaux de vote et leur périmètre géographique dans les communes des Hautes Pyrénées

Liste des emplacements des bureaux de vote du département des Hautes-Pyrénées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

CANTON N°1 – AUREILHAN

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-----------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| AUREILHAN | 1 | 1 | 6 | Centre Jean Jaurès | 0001-1^{er} bureau | Nord : avenue Jean-Jaurès (côté pair) après le lotissement Gauté Sud : rue Joliot-Curie, rue Jules Ferry, avenue du Bois depuis l'intersection avec l'avenue Jean-Jaurès jusqu'au Bois. |
| | | | | | 0002-2^{ème} bureau | Nord-Ouest : rue de la Moisson + chemin de Lespy Nord-Est : avenue Jean-Jaurès (côté impair) jusqu'à l'intersection avec la rue Jules Guesde |
| | | | | | 0003-3^{ème} bureau | Nord-Ouest : Rivière Adour Nord-Est : rue du 11 novembre (jusqu'au chemin du Roy) Sud : Avenue des Castors (jusqu'à l'intersection avec la rue du 11 novembre) Sud-Ouest : rue de la Tuilerie (de l'intersection avec l'allée des Soupis à l'intersection avec la rue Emile Salles) + rue du Pic du Montaigu + rue du Viscos + rue du Viscos prolongée |
| | | | | | 0004-4^{ème} bureau | Nord : avenue du Bois Sud : avenue des Sports Ouest : rue des Pyrénées. |
| | | | | | 0005-5^{ème} bureau | Ouest : limites avec ville de Tarbes Nord : rues Jules Guesde (dont rue Claude Chappe, impasse Jules Guesde, impasse Lamartine) Nord-Est : avenue Jean-Jaurès (côté pair : de l'avenue des sports jusqu'à l'intersection avec la rue des Pyrénées – côté impair : de l'avenue des sports jusqu'à l'intersection avec la rue Jules Guesde) |
| | | | | | 0006-6^{ème} bureau | Nord-Ouest : Adour Nord-Est : rue du 11 Novembre (intersection avec chemin de la Carbone) Sud-Ouest : Chemin du Roy Sud : lotissement Le Clos du Roy. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--|---|---|--|
| SEMEAC | 1 | 1 | 4 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | Périmètre délimité par l'avenue des sports, allées des Pradettes (côté Ouest), rue Gérard Langelez, rue Maréchal Foch, rue Georges Clémenceau (côté pair), rue de la République (côté Nord et côté Sud du n° 55 au n° 71), rue Voivenel (côté Sud), avenue Jean Lamarque (côté Est). |
| | | | | Mairie | 0002-2 ^{ème} bureau | Périmètre délimité par l'avenue François Mitterrand (côté Est) de la rue Victor Hugo à la rue du XI novembre, rue Victor Hugo côté Est (jusqu'au Centre Léo Lagrange), rue de la République (du n° 75 au n° 91). |
| | | | Ecole Arbizon Montaigu Rue Jean Zay | 0003-3 ^{ème} bureau | Périmètre délimité par la rue François Mitterrand (de la rue du XI novembre aux limites sud de la commune), rue du Docteur Guinier Côté Est, rue Saint-Frai (côté Sud), rue de la République (côté Sud), rue Jules Ferry, de Verdun, rue Victor Hugo (côté Ouest), du VII mai, du XI novembre (de l'avenue F. Mitterrand au carrefour du VIII mai) de l'avenue François Mitterrand (côté impair), du garage Maraldi à l'angle de l'avenue du Midi, de la rue de la République du n°1 à 21 (de l'avenue François Mitterrand à l'angle de la rue Laffont. | |
| | | | Ecole Arbizon Montaigu Rue Jean Zay | 0004-4 ^{ème} bureau | Périmètre délimité par la limite Ouest de la commune, l'avenue des Sports, la rue Jeanne Lamarque (côté Ouest), rue Voivenel (côté Nord), rue Albert Bernet, rue Georges Ledormeur, rue F. Mistral, rue Albert Bernet, Impasse des Pyrénées, rue de la République (côté Nord), rue Saint-Frai (côté Nord). | |
| SOUES | 2 | 1 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | portion de territoire située à l'est de l'axe central nord-sud (avenue Henri Barbusse, rue André Fourcade et avenue des Pyrénées). |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| | | | | | 0002-2 ^{ème} bureau | portion de territoire située à l'ouest de l'axe central nord-sud (avenue Henri Barbusse, rue André Fourcade et avenue des Pyrénées) |

10

CANTON N°2 - BORDERES SUR ECHEZ

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------------|------------|-------------|--------------|---|--|---|
| BAZET | 2 | 2 | 1 | Maison Pujo | 0001 0001-1 ^{er} bureau | portion de territoire de la commune située au Nord, délimitée par le chemin de Biacave, la rue de la Paix, la rue Ambroise Croizat inclus, la rue de la Fontaine, la rue René Cassin, la route de Bours non comprises. |
| BORDERES SUR ECHEZ | 2 | 2 | 4 | Salle polyvalente Roger Paul | 0002-2 ^{ème} bureau 0003-3 ^{ème} bureau 0004-4 ^{ème} bureau | portion de territoire de la commune située au centre du village, délimitée au Sud par l'Avenue du bois du Commandeur et la rue Victor Hugo incluses, au Nord par le chemin de Biacave, la rue de la Paix non compris, à l'Est par la rue Ambroise Croizat non comprise. portion de territoire de la commune située au Sud, délimitée à l'Est par la rue Pierre Sémard non comprise, au Nord par l'Avenue du bois du Commandeur et la rue Victor Hugo non comprises, au Sud-ouest par la place Capsus et le chemin des Artigaux non compris. portion de territoire de la commune située à l'Est et une partie Sud-ouest, délimitée par la rue de la Fontaine, la rue René Cassin, la route de Bours, à l'Ouest par la rue Pierre Sémard, au Sud-ouest la place Capsus et le chemin des Artigaux compris. |
| BOURS | 1 | 2 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CHIS | 1 | 2 | 1 | Mairie | 0001 | |
| IBOS | 2 | 2 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | à l'Ouest de la rue des Pyrénées- rue du Bois du Commandeur. |
| | | | | Salle de la Bascule | 0002-2 ^{ème} bureau | à l'est de la rue des Pyrénées – rue du Bois du Commandeur. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| ORLEIX | 1 | 2 | 2 | Salle des fêtes | 0001-1 ^{er} bureau | Chemin du Castérieu, chemin Landéra, Clos des Cerisiers, impasse de l'Alaric, impasse du Moulin, lot. Meye-Lanne, lot. Milande, Moulin de Chis, route de Chis, route de Dours, route de Sabalos, rue des Bergeronnettes, rue de l'Ousse, rue de la mairie, rue de la Moisson, rue des Cerisiers, rue des Fauvettes, rue des Mésanges, rue des Platanes, rue des Pyrénées, rue du Pic du Midi. |
| OURSBELILLE | 2 | 2 | 1 | Ecole garçons | 0002-2 ^{ème} bureau | Chemin du Roy, impasse du Bois Cibat, impasse Lapeyrère, impasse Lauzéro, impasse Mantoulan, lot. Le Hameau, lot. Dussac, lot. La Colombe, lot. Téjédor, passage du Roy, route de Bours, route de Rabastens, rue de la Prairie, rue des Alouettes, rue des Gaydous, rue des Oliviers, rue des Ramages, rue du Bois Cibat, rue du Bois Cibat 2, rue du Montaigu, rue du Stade. |

12

CANTON N°3 - LES COTEAUX

| | | | | | | |
|-----------------|---|---|---|------------------|------|--|
| ANTIN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARIES-ESPENAN | 1 | 3 | 1 | Grange des Fêtes | 0001 | |
| AUBAREDE | 1 | 3 | 1 | Annexe Mairie | 0001 | |
| BARTHE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BAZORDAN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BERNADETS-DEBAT | 1 | 3 | 1 | Salle du foyer | 0001 | |
| BETBEZE | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| BETPOUY | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BONNEFONT | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BOUILH-PEREUILH | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BOULIN | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| BUGARD | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CABANAC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAMPUZAN | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| CASTELNAU-MAGNOAC | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CASTELVIEILH | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CASTERA-LOU | 1 | 3 | 1 | Mairie local social | 0001 | |
| CASTERETS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAUBOUS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CHELLE-DEBAT | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CIZOS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| COLLONGUES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| COUSSAN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| DEVEZE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| DOURS | 1 | 3 | 1 | mairie | 0001 | |
| ESTAMPURES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| FONTRAILLES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| FRECHEDE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GAUSSAN | 1 | 3 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| GONEZ | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GUIZERIX | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| HACHAN | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| HOURC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| JACQUE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LALANNE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LALANNE-TRIE | 1 | 3 | 1 | Maison de la communication | 0001 | |
| LAMARQUE-RUSTAING | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LANSAC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LAPEYRE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LARAN | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| LARROQUE | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| LASLADES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LASSALES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LIZOS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LOUIT | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| LUBRET SAINT-LUC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LUBY-BETMONT | 1 | 3 | 1 | Mairie de Luby | 0001 | |
| LUSTAR | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MARQUERIE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MARSEILLAN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MAZEROLLES | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONLEON-MAGNOAC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONLONG | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MUN | 1 | 3 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| OLEAC-DEBAT | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ORGAN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OSMETS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PEYRET-SAINT-ANDRE | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| PEYRIGUERE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| POUY | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| POUYASTRUC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PUNTOUS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PUYDARRIEUX | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SABALOS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SADOURNIN | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SARIAC-MAGNOAC | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| SERE-RUSTAING | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SOREAC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SOUYEAUX | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| THERMES-MAGNOAC | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| THUY | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TOURNOUS-DARRE | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TRIE SUR BAISE | 1 | 3 | 1 | Monastère des Carmes | 0001 | |
| VIDOU | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VIEUZOS | 1 | 3 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| VILLEMBITS | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VILLEMUR | 1 | 3 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------------------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| 77 | | | | | | |
| CANTON N°4 - LA HAUTE-BIGORRE | | | | | | |
| ANTIST | 1 | 4 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| ASTE | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ASTUGUE | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Hôtel de ville | 0001-1^{er} bureau | portion de territoire déterminée au nord par les limites de la ville, à l'ouest par l'avenue du Général Leclerc, rue de la République, au sud la place Lafayette et la rue Maréchal Foch, à l'est par l'Adour. |
| | | | | Ancienne mairie – rue des Thermes | 0002-2^{ème} bureau | portion de territoire déterminée à l'ouest par les limites de la ville, à l'est par l'avenue du Général Leclerc, la rue de la République, le côté ouest des Coustous, la place Achille Jubinal, la rue Alsace Lorraine et l'avenue Prosper Noguès ainsi que les quartiers Cot d'Arets, Cot de Ger, route de Labassère, la Gaillette, Sarraméa, Mespoux, Mentiol, Croix de Manse, chemin du Lherc. |
| BAGNERES DE BIGORRE | 1 | 4 | 7 | Centre culturel municipal | 0003-3^{ème} bureau | portion de territoire déterminée à l'ouest par l'avenue Prosper Noguès, la rue Alsace Lorraine, le côté ouest des allées des Coustous, au nord par la place Lafayette et la rue Maréchal Foch, à l'est par l'Adour. |
| | | | | Ecole Jules Ferry | 0004-4^{ème} bureau | portion de territoire déterminée au nord, au sud et à l'est par les limites de la ville, au nord-est par l'Adourette, à l'ouest par l'Adour. |
| | | | | Ecole Clair Vallon | 0005-5^{ème} bureau | quartiers de Clair Vallon, Moniô, parc Malye, rue Latécoère, route de Toulouse, quartier des Palomières et portion de territoire déterminée à l'Ouest par l'Adourette. |
| | | | | Salle des fêtes | 0006-6^{ème} bureau | (siège : salle des fêtes) : hameau de Lesponne. |
| | | | | Ancienne école Soulagnets | 0007-7^{ème} bureau | (siège : ancienne école) : hameau de Soulagnets. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| BEAUDEAN | 1 | 4 | 1 | Salle polyvalente Dominique Larrey | 0001 | |
| | | | | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | Campan bourg |
| CAMPAN | 1 | 4 | 3 | Mairie Sainte-Marie de Campan | 0002-2 ^{ème} bureau | Campan Sainte-Marie |
| | | | | Salle des fêtes – route du col d'Aspin | 0003-3 ^{ème} bureau | Campan-La Séoube |
| | | | | Maison du village – place du 14 juillet | 0001 | |
| GERDE | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HIIS | 2 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LABASSERE | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONTGAILLARD | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| NEUILH | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ORDIZAN | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| POUZAC | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TREBONS | 1 | 4 | 1 | Mairie | 0001 | |

22

CANTON N°5 – LOURDES-1

| | | | | | | |
|------------------|---|---|---|-------------------------------------|----------------------------|---|
| ASPIN EN LAVEDAN | 2 | 5 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BARLEST | 2 | 5 | 1 | Salle communale – près de la mairie | 0001 | |
| BARTRES | 2 | 5 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| LOUBAJAC | 2 | 5 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Ecole maternelle Darrespouey | 0005-5 ^o bureau | Nord : rue de la Grotte (non comprise), rue du Garnavie Sud : boulevard du Gave (non compris), bd Roger Cazenave et impasse Roger Cazenave Est : rue du Garnavie, rue Rouy, bd Roger Cazenave Ouest : rue des Pyrénées (non comprise), rue du Sacré-Cœur et rue de Pène-Taillade |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| LOURDES (partie) | 2 | 5 | 7 | Ecole maternelle Darrespouey | 0006-6° bureau | Nord :Gave de Pau, bd Rémi Sempé (non compris) Sud :boulevard de Soum de Lanne jusqu'au Gave de Pau et du canal alimentant l'usine électrique de Latour Est :rue des Pyrénées, rue Sainte-Marthe, chemin de l'Arrouza, boulevard Georges Dupierris jusqu'au départ du boulevard de Soum de Lanne Ouest :Limites de la commune (vers le Béout) |
| | | | | Tennis Club Lourdais 1 | 0008-8° bureau | Nord :Limites de la commune (direction Adé) Sud :voie de chemin de fer, avenue Général Baron Maransin (non comprise) Est :rue de Julos, RN 21 route de Tarbes côté Est Ouest :avenue Alexandre Marqui et avenue François Abadie (non comprises), RN 21 route de Tarbes côté Ouest (non comprise) |
| | | | | Tennis Club Lourdais 2 | 0009-9° bureau | Nord :Limites de la commune (direction Adé) Sud :boulevard Célestin Romain (non compris) Est :avenue Alexandre Marqui, avenue François Abadie, RN 21 route de Tarbes côté Ouest Ouest :rue de Bartrès (non comprise) |
| | | | | Gymnase de la Coustète | 0010-10° bureau | Nord :voie de chemin de fer, avenue de la Gare Sud :rue de Bagnères Est :rue Philadelphie de Gerde, boulevard du Lapacca, rue Mermoz Ouest :rue Saint-Pierre et avenue du Général Baron Maransin (non comprises) reprise périmètre ancien bureau 12) Nord :rue de Pau (non comprise) Sud :rue de la Grotte Est :rue Saint-Pierre et avenue Général Baron Maransin Ouest :rue Docteur Boissarie, boulevard Rémi Sempé |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| | | | | Foyer de Labastide | 0011-11° bureau | Nord : Limites de la commune (direction Bartrès), route de Bartrès, chemin du Buala Sud : rue de Pau Est : route de Bartrès Ouest : chemin de Lannedarré (non compris) |
| | | | | Ecole maternelle de Lannedarré | 0012-12° bureau | Nord : Limites de la commune, chemin de Saint-Paul Sud : rue Lapeyrère Est : chemin de Lannedarré et chemin de Saint-Paul, chemin des Coustères Ouest : avenue Jean Prat et avenue Antoine Béguère (non comprises) <u>périmètre de l'ancien bureau 15</u> Nord : Limites de la commune (direction Poueyferré), avenue Jean Prat Sud : Gave de Pau, route de Pau Est : chemin de Lannedarré (non compris), boulevard du Commandant Célestin Romain (non compris) Ouest : Limites de la commune (Lac de Lourdes), avenue de Vizens |
| OMEX | 2 | 5 | 1 | Mairie (école) | 0001 | |
| OSSEN | 2 | 5 | 1 | Annexe de la mairie | 0001 | |
| PEYROUSE | 2 | 5 | 1 | Salle des associations | 0001 | |
| POUEYFERRE | 2 | 5 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAIN-PE DE BIGORRE | 2 | 5 | 1 | Salle polyvalente | 0001 | |
| SEGUS | 2 | 5 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VIGER | 2 | 5 | 1 | Mairie | 0001 | |
| 18 | | | | | | |
| CANTON N°6 - LOURDES-2 | | | | | | |
| ADE | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ANGLES (LES) | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARCIZAC-EZ-ANGLES | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-----------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| ARRAYOU-LAHITTE | 2 | 6 | 1 | Mairie de Lahitte | 0001 | |
| ARRODETS-EZ-ANGLES | 2 | 6 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| ARTIGUES | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BERBERUST-LIAS | 2 | 6 | 1 | Mairie Berberust | 0001 | |
| BOURREAC | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CHEUST | 2 | 6 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| ESCOUBES-POUTS | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GAZOST | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GER | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GERMS-SUR-L'OUSSOUJET | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GEU | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GEZ-EZ-ANGLES | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| JARRET | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| JULOS | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| JUNCALAS | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LEZIGNAN | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Hôtel de ville | 0001-1° bureau | Nord :rue de Bagnères (non comprise) Sud :voie de chemin de fer Est :rue Maréchal de Lattre de Tassigny et avenue Maréchal Juin Ouest :rue Lafitte et avenue Maréchal Foch (non comprises) |
| | | | | Hôtel de ville | 0002-2° bureau | Nord:rue de la Grotte (non comprise) Sud :rue Edmond Michelet (non comprise) Est :avenue Maréchal Foch et rue Lafitte Ouest :rue et impasse du Garnavie (non comprises), rue Rouy et boulevard Roger Cazenave (non compris) |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| LOURDES (partie) | 2 | 6 | 5 | Gymnase du Lapacca | 0003-3° bureau | Nord :voie de chemin de fer Sud :boulevard d'Espagne (non compris) Est :boulevard du Centenaire(non compris) Ouest :impasse du Viscos, bd du Lapacca (non compris), rue Guynemer, rue de Bagnères (non comprise), avenue Maréchal Juin(non comprise), rue Maréchal de Lattre de Tassigny (non comprise) |
| | | | | Gymnase du Lapacca | 0004-4° bureau | Nord :route de Julos (non comprise) Sud :route de Jarret, chemin de la Couradette, rue Haout- Mounta Est :limites de la commune (Julos et Lézignan) Ouest :boulevard du Centenaire, voie de chemin de fer et route de Julos (non comprise) |
| | | | | Gymnase du Lycée professionnel de l'Arrouza | 0007-7° bureau | Nord :bd du Gave (non compris), rue Edmond Michelet et voie de chemin de fer Sud :chemin du Moulin de Latour et Gave de Pau Est :boulevard d'Espagne (non compris), RN 21 (non comprise) Ouest :boulevard de Soum de Lanne (non compris), chemin de Soum de Lanne (± reprise du périmètre de l'ancien bureau 8) Nord :boulevard du Centenaire (non compris), route de Jarret (non comprise), chemin de la Couradette (non compris) Sud :Limites de la commune – Sentier du Pic du Jer Est :Limites de la commune (Pic du Jer) Ouest :boulevard d'Espagne, RN 21 |
| LUGAGNAN | 2 | 6 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| OSSUN-EZ-ANGLES | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OURDIS-COTDOUSSAN | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OURDON | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OUSTE | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| PAREAC | 2 | 6 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| SAINT-CREAC | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SERE-LANSO | 2 | 6 | 1 | Mairie | 0001 | |

32

CANTON N°7 - MOYEN-ADOUR

| | | | | | | |
|---------------|---|---|---|----------------------|----------------|---|
| ALLIER | 1 | 7 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ANGOS | 1 | 7 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARCIZAC-ADOUR | 2 | 7 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Mairie | 0001-1° bureau | allée des Acacias, rue des Acacias, rue des Anciens Combattants, rue des Aulnes, Allée du Château, Allée des Chênes, rue de la Concorde, Impasse de l'Enclos, rue de l'Enclos, impasse de la Fontaine, rue de la Fraternité, rue de l'Indépendance, passage du 14 juillet, rue du 14 juillet, impasse de la Libération, rue de la Libération, impasse de la Liberté, rue de la Liberté, rue du 8 mai, rue des Mimosas, impasse de la Moutte, rue N.D. de Piétat, rue du 11 novembre, passage du Padouen, rue de la Paix, avenue des Peupliers, rue des Platanes, passage du Pouey, rue des Prairies, impasse des Pyrénées, passage des Pyrénées, rue de la République, passage des Ruisseaux, avenue des Sapins, rue de la Solidarité et rue de Verdun. |
| | | | | Ecole Arthur Rimbaud | 0002-2° bureau | rue du Bois Fleuri, impasse du Cabaleros, rue des Campanules, place des Cèdres, rue des Charmes, rue des Glaieuls, rue des Impatiens, passage des Jonquilles, rue des Jonquilles, avenue du Loung Arriou, impasse du Monné, rue du Mont-Perdu, impasse de la Munia, rue de la Pause, impasse du Pic du Ger, rue du Pic Long, rue des Rosiers, avenue des Sports, impasse du Tailon, rue des Tamaris, rue des Tilleuls, rue des Violettes, impasse du Viscos. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote | |
|----------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|----------------|
| BARBAZAN-DEBAT | 1 | 7 | 4 | Ecole maternelle Jacques Prévert | 0003-3° bureau | avenue Bellevue, rue du Bois, rue des Bouvreuils, rue des Bruyères, allée des Châtaigniers, allée des Chevreuils, chemin des Coustères, promenade des Crêtes, chemin des Ecoreuils, impasse des Ecoreuils, rue de l'Eglantine, rue des Fauvettes, impasse des Fougères, rue des Frênes, chemin des Garennes, impasse des Garennes, allée des Genêts, rue des Grillons, rue des Loriots, impasse des Marmottes, impasse des Mélèzes, rue des Mésanges, chemin de Montignac, avenue du Muguet, avenue de l'Ousse, avenue des Palombières, avenue du Pic du Midi, impasse du Pic du Midi, avenue de Toulouse, rue des Tourterelles, impasse des Vignes. | |
| | | | | | | passage de l'Arbizon, rue de l'Arbizon, rue des Arts, impasse de l'Aubépine, rue de l'Aubépine, passage du Balaitous, rue des Bergeronnettes, impasse des Bleuets, rue des Bleuets, rue des Capucines, rue du Casque du Lhéris, rue des Cerisiers, rue des Coquelicots, rue de l'Egalité, rue des Erables, place de l'Europe, rue des Glycines, passage des Lauriers Roses, rue des Lilas, rue des Liserons, passage du Marboré, rue des Marguerites, rue du 19 mars 1962, rue de la Moisson, rue du Montaigu, rue du Néouvielle, impasse des Pâquerettes, rue des Pâquerettes, rue des Prés, rue des Prés, rue des Primevères, impasse des Tamaris. | |
| | | | | | | Centre social | 0004-4° bureau |
| | | | | | | | |
| BERNAC-DEBAT | 1 | 7 | 1 | Mairie | 0001 | | |
| BERNAC-DESSUS | 1 | 7 | 2 | Mairie | 0001 | Village | |
| HORGUES | 2 | 7 | 0 | Mairie annexe | 0002 | hameau de l'Arrêt | |
| | | | | | | | 0001 |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote | |
|---|------------|-------------|--------------|---|---|--|--|
| LALOUBERE | 2 | 7 | 2 | Mairie | 0001 - 1° bureau | rues des Pyrénées, Maréchal Foch (du n° 1 au 34), de la Châtaigneraie, des Genévriers, de la Laque, des Jardins de Bigorre, de l'Aéroport, Clément Ader, du 11 Novembre, de l'Allée, du Moulin, de l'Agriculture, Jean Mermoz, Blanche Odin, Camille Claudel, de la Graouette ; impasse des Iris, de la Graouette, Brua, rue des Jardins de Julie, lotissement les Jardins de Julie, chemin rural de l'Adour, impasse Pamis, rue du Golf des Tumulus, rue du Jasmin, impasse Maréchal Foch, impasse du Moulin, Aire d'accueil. | |
| | | | | | | 0002 - 2° bureau | rues Maréchal Foch (du n° 36 à la limite sud), de l'Hippodrome, Guinie, de Puyolle, du Bois, du Bernata, de la Fontaine, du Grand Vert, de la Paix, du Pic, du Bousquet, de Bergerie, du Bourg Sud, St Exupéry, Hameau de la Plaine, Louis Médous, impasse St Exupéry, Avenue des Sports, impasse du Bousquet, route de Soues, place du Béziau et place de la Grave, impasse Guinie. |
| | | | | | | 0001 | salle des fêtes |
| | | | | | | 0001 | Mairie |
| | | | | | | 0001 - 1° bureau | quartier du bourg et quartier Sud-Est. |
| | | | | | | 0002 - 2° bureau | quartier du Bouscarou. |
| | | | | | | 0003 - 3° bureau | quartier des Alliats – route de Lourdes et Nord. |
| | | | | | | 0001 | Mairie |
| | | | | | | 0001 | mairie |
| | | | | | | 0001 | Salle des fêtes |
| VIELLE-ADOUR | 1 | 7 | 1 | Mairie | | | |
| SAINT-MARTIN | 2 | 7 | 1 | mairie | | | |
| SARROUILLES | 1 | 7 | 1 | Salle des fêtes | | | |
| VIELLE-ADOUR | 1 | 7 | 1 | Mairie | | | |
| 22 | | | | | | | |
| CANTON N°8 - NESTE, AURE ET LOURON | | | | | | | |
| ADERVIELLE-POUCHERGUES | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| ANCIZAN | 1 | 8 | 1 | Salle multi-activités dans l'enceinte de l'école primaire | 0001 | |
| ARAGNOUET | 1 | 8 | 1 | Foyer communal | 0001 | |
| ARDENGOST | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARREAU | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ASPIN-AURE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AULON | 1 | 8 | 1 | Espace citoyen | 0001 | |
| AVAJAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Foyer rural d'Avezac | 0001-1^{er} bureau | Avezac |
| AVEZAC-PRAT-LAHITTE | 1 | 8 | 3 | Salle des fêtes | 0002-2° bureau | Hameau Prat |
| | | | | Ancienne mairie Lahitte | 0003-3^{ème} bureau | Hameau Lahitte |
| AZET | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BAREILLES | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BARRANCOUEU | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LA BARTHE DE NESTE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BAZUS-AURE | 1 | 8 | 1 | Salle polyvalente | 0001 | |
| BAZUS-NESTE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BEYREDE-JUMET-CAMOUS | 1 | 8 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| | | | | Mairie Bordères | 0001 - 1^{er} bureau | Bordères-Louron |
| BORDERES-LOURON | 1 | 8 | 2 | | 0002 - 2° bureau | Ilhan |
| BOURISP | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CADEAC | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CADEILHAN-TRACHERE | 1 | 8 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CAMPARAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Mairie | 0001 - 1^{er} bureau | Capvern Village |
| CAPVERN | 1 | 8 | 2 | Salle Georges Brassens | 0002 - 2° bureau | Capvern-Les-Bains |
| CAZAUX-DEBAT | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAZAUX-FRECHET-ANERAN-CAMORS | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ENS | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| ESCALA | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESPARROS | 1 | 8 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| ESTARVIELLE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESTENSAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| FRECHET-AURE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GAZAVE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GENOS | 1 | 8 | 1 | Maison d'école | 0001 | |
| GERM | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GOUAUX | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GRAILHEN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GREZIAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GUCHAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GUCHEN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HECHES | 1 | 8 | 3 | Mairie – Hèches | 0001-1 ^{er} bureau | Hèches village |
| | | | | Mairie annexe Héchettes Léchan | 0002-2 ^{ème} bureau | Hameau de Héchettes-Léchan |
| | | | | Mairie annexe Rebouc | 0003-3 ^{ème} bureau | Hameau de Rebouc |
| ILHET | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| IZAUX | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| JEZEAU | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LABASTIDE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LABORDE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LANCON | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LORTET | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LOUDENVIELLE | 1 | 8 | 1 | Mairie de Loudenvielle | 0001 | |
| LOUDERVIELLE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MAZOUAU | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONT | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONTOUSSE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PAILHAC | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| RIS | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAILHAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| SAINT-ARROMAN | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAINT-LARY SOULAN | 1 | 8 | 2 | Mairie Saint-Lary-Soulan | 0001-1 ^{er} bureau | Saint Lary village |
| SARRANCOLIN | 1 | 8 | 1 | Ecole de Soulan | 0002-2 ^o bureau | Soulan |
| TRAMEZAIGUES | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VIELLE-AURE | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VIELLE-LOURON | 1 | 8 | 1 | Salle école | 0001 | |
| VIGNEC | 1 | 8 | 1 | Mairie | 0001 | |

68

CANTON N°9 - OSSUN

| | | | | | | |
|-----------|---|---|---|------------------------------|------------------------------|--|
| AVERAN | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AZEREIX | 2 | 9 | 1 | Foyer communal | 0001 | |
| BARRY | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BENAC | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GARDERES | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HIBARETTE | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | mairie de JUILLAN (bureau centralisateur) : zone Nord-Ouest du village limitée à l'Est par la rue de la Gravette côté pair uniquement, limitée au Sud par la rue Maréchal Foch à partir des n° 17 impair inclus et 20 pair inclus, par la rue Victor Hugo côté pair uniquement, et par la route de Louey jusqu'aux n° 55 impair et 92 pair. |
| JUILLAN | 2 | 9 | 4 | Salle d'activités communales | 0002-2 ^{eme} bureau | salle d'activités communales : zone Sud-Ouest du village, limitée au Nord par le chemin départemental reliant la route de Louey à l'aéroport, par la route de Louey à partir des n° 57 impair et 94 pair, par la rue Victor Hugo côté impair uniquement, et par la rue Maréchal Foch exclue, limitée à l'Est par la rue des Pyrénées exclue jusqu'au carrefour de la rue de la Fontaine, par la rue de la Fontaine incluse, et par la route de Lourdes exclue. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| LAMARQUE-PONTACQ | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LANNE | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LAYRISSÉ | 2 | 9 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| LOUCRUP | 2 | 9 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| LOUEY | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LUQUET | 2 | 9 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| ORINCLES | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OSSUN | 2 | 9 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | portion de territoire située au nord des rues Guynemer, Maréchal Foch, du Centre et côté pair de la route de Pontacq |
| | | | | salle festive | 0002-2 ^{ème} bureau | portion de territoire située au sud des rues Guynemer, Maréchal Foch, du Centre et côté impair de la route de Pontacq. |
| SERON | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VISKER | 2 | 9 | 1 | Mairie | 0001 | |

21

CANTON N°10 -TARBES-1

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|----------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| TARBES 1 | 1 | 10 | 10 | école Henri IV | 0018-Bureau 18 | Nord : rue du Corps Franc Pommiers du 2 au 84 et du 1 au 107 Est : rue des Cultivateurs du 2 au 42 Sud : rue Sainte-Catherine impair sans la compter, rue Simin Palay impair, rue Galiane sans la compter Ouest : rue Bernard Palissy du 23 au 27 et du 20 au 30, boulevard Henri IV du 45 au 67 et du 32 bis au 40. |
| | | | | Ecole Henri IV – rue Charles Perrault | 0019-Bureau 19 | Nord : rue du Corps Franc Pommiers du 92 au 94 et du 115 au 121 Est : boulevard Henri IV sans le compter, rue Bernard Palissy sans la compter, rue Galiane du 33 au 37 et du 26 au 52 Sud : rue François Marqués du 1 au 71 sans la compter Ouest : voie SNCF |
| | | | | Centre Daudet-Pasteur - rue André Breyer | 0020-Bureau 20 | Nord : avenue du Maréchal Joffre du 42 au 86, voie SNCF Est : rue Victor Hugo sans la compter Sud : rue du Corps Franc Pommies sans la compter Ouest : voie SNCF |
| | | | | école Théophile Gautier - rue Massey | 0021-Bureau 21 | Nord : avenue du Maréchal Joffre du 2 au 40 Est : rue Massey du 1 au 81 Sud : rue Georges Lassalle du 2 au 30 Ouest : rue Victor Hugo |
| | | | | Ecole Jean-Jacques Rousseau – place de la Providence | 0022-Bureau 22 | Nord : limite commune de Bordères sur Echez Est : rue de Perseigna du 29 bis à fin côté impair, boulevard des Ardennes du 2 au 8, rue Blériot impair, rue des Mimosas du 1 au 25, avenue Alsace Lorraine du 1 au 51, rue Massey les 83 et 87 Sud : rue Robert Destarac Ouest : avenue de la Libération pair |
| | | | | gymnase de la Providence – place de la Providence | 0023-Bureau 23 | Nord : limite commune de Bordères sur Echez Est : avenue de la Libération du 19 à fin Sud : avenue Saint-Exupéry du 2 au 30 et du 1 au 23bis Ouest : rue du Maquis de Sombrun sans la compter |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| | | | | gymnase Trinquet – rue Maryse Bastié | 0024-Bureau 24 | Nord : limite commune de Bordères sur Echez Est : rue du Maquis de Sombrun du 37 au 81 et du 28 à fin, avenue St Exupéry sans la compter, avenue de la Libération du 1 au 17, rue Robert Destarac sans la compter Sud : avenue du Maréchal Joffre impair Ouest : voie SNCF |
| | | | | école élémentaire la Sendère- rue Marcel Lamarque | 0025-Bureau 25 | Nord : limite commune de Bordères sur Echez Est : rue Claude Bernard, rue Monteil sans la compter, rue du Lac d'Ourrec sans la compter Sud : rue des Péchédès, impasse de l'Alaric côté impair, rue de la Baise du 22 au 28 Ouest : rivière l'Echez, limite commune d'Ibos |
| | | | | école maternelle la Sendère - rue Marcel Lamarque | 0026-Bureau 26 | Nord : rue des Péchédès, rue du Lac d'Ourrec, voie SNCF Est : voie SNCF Sud : rivière l'Echez Ouest : rivière l'Echez, rue Monteil |
| | | | | école maternelle Henri IV- rue Charles Perrault | 0028-Bureau 28 | Nord : boulevard Henri IV sans le compter, rue Galiane sans la compter, rue Jasmin sans la compter Est : néant Sud : rue François Marqués du 1 au 71, rue Sainte-Catherine impair Ouest : néant |

10

CANTON N° 11 – TARBES-2

| | | | | | | |
|--|---|--|--|---|---------------|--|
| | 1 | | | Hôtel de ville – salle des fêtes- place Jean Jaurès | 0001-Bureau 1 | Nord : voie SNCF, rue Georges Clémenceau sans la compter Est : rue André Fourcade prolongée, rue Achille Jubinal du 2 au 22, rue André Fourcade, rue Paul Bert Sud : rue Maréchal Foch du 1 au 71 et du 2 au 30 Ouest : place de Verdun du 4 au 34, rue Massey du 2 au 40 |
|--|---|--|--|---|---------------|--|

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|----------|------------|-------------|--------------|--|---|--|
| TARBES 2 | 1 | | | Hôtel Brauhauban – rue Brauhauban | 0002-Bureau 2 | Nord : voie SNCF Est : rue Saint-Jean impair, rue du Portail d'Avant impair, rue Paul Bert sans la compter Sud : rue Georges Clémenceau du 29 au 49 et du 44 au 76, rue Maréchal Foch du 40 au 82 et du 73 au 119 Ouest : rue André Fourcade sans la compter, rue Achille Jubinal sans la compter, rue André Fourcade prolongée sans la compter. |
| | 1 | | | Maison des associations Arsenal – rue de la Chaudronnerie | 0003-Bureau 3 | Nord : limite commune de Bordères sur Echez, limite commune de Bours Est : limite commune d'Aureilhan Sud : boulevard Pierre Renaudet sans le compter, rue des Mimosas du 4 au 26, boulevard des Ardennes du 5 au 19 Ouest : avenue Alsace Lorraine du 24 au 46, rue Louis Blériot le 2, rue de Perseigna du 58 à fin, limite commune de Bordères sur Echez |
| | 1 | | | centre Vignemale – rue du Vignemale | 0004-Bureau 4 | Nord : boulevard Pierre Renaudet, limite commune d'Aureilhan Est : rue de l'Adour, limite commune d'Aureilhan Sud : avenue de la Marne, voie SNCF Ouest : boulevard du Martinet sans le compter, rue Saint-Jean du 56 au 62 (pair), avenue Alsace Lorraine du 2 au 22 |
| | 1 | 11 | 10 | école Michelet – rue Michelet | 0005-Bureau 5 | Nord : boulevard du Martinet Est : boulevard du Martinet Sud : avenue de la Marne sans la compter, place Marcadieu entière sauf les 3 et 3 bis Ouest : rue François Mousis sans la compter, rue du Portail d'Avant du 2 au 28, rue Saint-Jean du 2 au 52 |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|---|---|---|---|
| | 2 | | | école Jean Macé – rue Dauriac | 0006-Bureau 6 | Nord : avenue de la Marne sans la compter, place Marcadiou sans la compter, rue Blaise Castells sans la compter Est : limite commune de Séméac Sud : pont d'Alstom Ouest : chemin Clair sans le compter, rue Blaise Castells sans la compter, rue du Foulon sans la compter |
| | | | | | | Nord : rue Blaise Castells, place Germain Claverie sans la compter, boulevard Kennedy pair Est : chemin Clair, limite commune de Séméac, limite commune de Soues Sud : limite commune de Soues, limite commune de Laloubère Ouest : chemin de l'Ormeau, rue du Maquis de Payolle du 11 au 99 |
| | 2 | | école élémentaire Voltaire – rue Larrey | 0008-Bureau 8 | Nord : rue Larrey du 2 au 78 Est : rue du Foulon Sud : rue du IV septembre du 1 au 61, rue de Cronstadt pair Ouest : avenue du Régiment de Bigorre du 57 au 97 | |
| | | | | | Nord : rue Maréchal Foch sans la compter Est : rue François Mousis Sud : rue Larrey du 1 au 55 Ouest : avenue du Régiment de Bigorre du 1 au 55 | |
| | 2 | | école élémentaire Voltaire-rue Larrey | 0029- bureau 29 | bureau dérogoatoire | |

10

CANTON N° 12 – TARDES-3

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| | 02 | | | gymnase Ormeau-Figarol – rue de Broglie | 0010-Bureau 10 | Nord : rue du IV septembre du 2 au 12, place Ferré, rue Jean Rostand Est : rue Figarol sans la compter, rue du Pic du Midi sans la compter Sud : rue de Broglie sans la compter Ouest : rue Joliot Curie impair, chemin de l'Ormeau du 2 au 4 |
| | 2 | | | Ferme Fould – rue de Broglie | 0011-Bureau 11 | Nord : rue Georges Ledormeur sans la compter, rue Paul Langevin sans la compter, rue du IV septembre du 14 au 44 Est : rue de Broglie, rue Joliot Curie du 24 au 30, rue du Maquis de Payolle pair, chemin de l'Ormeau Sud : boulevard Kennedy impair, limite commune de Laloubère, impasse de l'Aviation Ouest : rue du Pic du Midi, rue Figarol, rue Carnot sans la compter |
| | 2 | | | Ferme Fould – rue de Broglie | 0012-Bureau 12 | Nord : rue de Cronstadt impair, rue Jean Rostand sans la compter Est : chemin de l'Ormeau du 6 au 16 et du 1 au 23, rue Joliot Curie du 8 au 22, rue Carnot du 11 à fin et du 2 à fin Sud : rue Paul Langevin, rue Georges Ledormeur, limite commune de Laloubère Ouest : chemin d'Odos sans le compter, avenue du Régiment de Bigorre du 99 au 115 |
| | 1 | | 9 | école Victor Hugo – rue Lordat | 0013-Bureau 13 | Nord : rue Georges Lassalle impair Est : place de Verdun du 3 au 15, avenue du Régiment de Bigorre du 2 au 18 Sud : promenade du Pradeau, cours Reffye Ouest : rue des Cultivateurs des 1 et 3 et du 25 au 33 |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|----------|------------|-------------|--------------------------------------|---|---|---|
| TARBES 3 | 2 | 12 | | Lycée Jean-Dupuy – rue Aristide Bergès | 0014 -Bureau 14 | Nord : rue Sainte-Catherine pair, promenade du Pradeau sans la compter, Cours Reffye sans le compter Est : avenue du Régiment de Bigorre du 2 au 146 Sud : avenue Jules Laforgue, rue Henri Duparc du 4 au 14 et du 5 au 9, rue Toulouse Lautrec Ouest : boulevard Jean Moulin sans le compter, avenue d'Azereix du 2 au 32 |
| | | | | école Henri Duparc – rue Hector Berlioz | 0015 -Bureau 15 | Nord : rocade sud-ouest, rue Henri Duparc sans la compter, avenue Jules Laforgue sans la compter Est : chemin d'Odos impair et du 22 à fin, rue de Gavarni, chemin de Lasgraves Sud : limite commune d'Odos Ouest : boulevard Jean Moulin du 18 au 82 et du 1 au 55, limite commune de Juillan, limite commune d'Ibos, rivière l'Echez |
| | 2 | | école Jean-Moulin – rue Henri Duparc | 0016 -Bureau 16 | Nord : rue François Marqués du 4 au 42, rue Toulouse-Lautrec sans la compter, rue Emmanuel Chabrier sans la compter, rue Charles Gounod sans la compter Est : avenue d'Azereix du 1 au 31, boulevard Jean Moulin sans le compter Sud : rocade sud-ouest Ouest : avenue d'Azereix, chemin de Lasgraves sans le compter, allées Marcel Brocheriou, rue Maurice Ravel sans la compter, boulevard Tassigny sans le compter | |
| | | | école Pablo Neruda- rue Erik Satie | 0017 -Bureau 17 | Nord : rue François Marqués du 48 au 62, rue Charles Gounod, rue Emmanuel Chabrier Est : rivière l'Echez, boulevard Tassigny du 1 au 15 bis, rue Maurice Ravel du 32 au 40, avenue d'Azereix sans la compter Sud : rivière l'Echez Ouest : limite commune d'Ibos | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| | 1 | | | école élémentaire la Sendère- rue Marcel Lamarque | 0027-Bureau 27 | Nord : impasse de l'Alaric côté pair Est : rivière l'Echez Sud : rue François Marqués sans la compter Ouest : limite commune d'Ibos |

9

CANTON N°13 - VAL D'ADOUR -RUSTAN-MADIRANAIS

| | | | | | | |
|-------------------------|---|----|---|-----------------------------|------|--|
| ANSOST | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AURIEBAT | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BARBACHEN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BAZILLAC | 2 | 13 | 1 | Salle du petit foyer | 0001 | |
| BOUILH-DEVANT | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BUZON | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CASTELNAU-RIVIERE-BASSE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAUSSADE-RIVIERE | 2 | 13 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| ESCONDEAUX | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESTIRAC | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GENSAC | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HAGEDET | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HERES | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LABATUT-RIVIERE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LACASSAGNE | 2 | 13 | 1 | Salle d'école de la mairie | 0001 | |
| LAFITOLE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LAHITTE-TOUPIERE | 2 | 13 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| LAMEAC | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LARREULE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LASCAZERES | 2 | 13 | 1 | Foyer rural « Jean Lacaze » | 0001 | |
| LESCURRY | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LIAC | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MADIRAN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MANSAN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-----------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| MAUBOURGUET | 2 | 13 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau 0002-2 ^{ème} bureau | A l'Ouest de la commune, délimité par les rues Maréchal Joffre, clos Pucheu, rue des Arts et Métiers, avenue Foch, avenue des Pyrénées, rue des Tanneries jusqu'aux extrémités de la commune axe TARBES - PAU – BORDEAUX. A l'Est de la commune, délimité par les allées du Foirail, impasse des Tanneries, allées Larbanes, Place de la Libération, rue Aveille, rue d'Arricau, rue du Lombard jusqu'aux limites de la commune quartier dit du Faubourg. |
| MINGOT | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONFAUCON | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MOUMOULOUS | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PEYRUN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| RABASTENS-DE-BIGORRE | 2 | 13 | 1 | Pôle public des services Théâtre 16 place centrale | 0001 | |
| SAINT-LANNE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAINT-SEVER DE RUSTAN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SARRIAC-BIGORRE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAUVETERRE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SEGALAS | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SENAC | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SOMBRUN | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SOUBLECAUSE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TOSTAT | 2 | 13 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| TROULEY-LABARTHE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| UGNOUAS | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VIDOUZE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VILLEFRANQUE | 2 | 13 | 1 | Mairie | 0001 | |

44

CANTON N°14 – LA VALLEE DE L'ARROS ET DES BAÏSES

| | | | | | | |
|------------------|---|----|---|-----------------|------|--|
| ARGELES-BAGNERES | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
|------------------|---|----|---|-----------------|------|--|

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| ARRODETS | 1 | 14 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| ARTIGUEMY | 1 | 14 | 1 | Salle Polyvalente | 0001 | |
| ASQUE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BANIOS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BARBAZAN-DESSUS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BATSERE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BEGOLE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BENQUE-MOLERE | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| BERNADETS-DESSUS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BETTES | 1 | 14 | 1 | Mairie (école) | 0001 | |
| BONNEMAZON | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BONREPOS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BORDES | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BOURG-DE-BIGORRE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BULAN | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BURG | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAHARET | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CALAVANTE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CASTELBAJAC | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CASTERA-LANUSSE | 1 | 14 | 1 | Foyer communal | 0001 | |
| CASTILLON | 1 | 14 | 1 | Salle polyvalente | 0001 | |
| CHELLE-SPOU | 1 | 14 | 1 | Salle de réception | 0001 | |
| CIEUTAT | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CLARAC | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESCONNETS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESCOTS | 1 | 14 | 1 | Mairie (école) | 0001 | |
| ESPECHE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESPIEILH | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| FRECHENDETS | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| FRECHOU-FRECHET | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GALAN | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| GALEZ | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|--------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| GOUDON | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GOURGUE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HAUBAN | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HITTE | 1 | 14 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| HOUEYDETS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LANESPEDE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LEPOUEY | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LHEZ | 1 | 14 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| LIBAROS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LIES | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LOMNE | 1 | 14 | 1 | Mairie (école) | 0001 | |
| LUC | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LUTILHOUS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MARSAS | 1 | 14 | 1 | Ecole | 0001 | |
| MASCARAS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MAUVEZIN | 1 | 14 | 1 | Salle de cantine | 0001 | |
| MERILHEU | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONTASTRUC | 1 | 14 | 1 | Salle de réunion de l'école | 0001 | |
| MOULEDOUS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OLEAC-DESSUS | 1 | 14 | 1 | Foyer communal | 0001 | |
| ORIEUX | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ORIGNAC | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| OUEILLOUX | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| OZON | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | Ozon-Devant et Ozon-Darré |
| PERE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PEYRAUBE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| POUMAROUS | 1 | 14 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| RECURT | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| RICAUD | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SABARROS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SARLABOUS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SENTOUS | 1 | 14 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-----------------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| SINZOS | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TILHOUSE | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TOURNAY | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TOURNOUS-DEVANT | 1 | 14 | 1 | Mairie | 0001 | |
| UZER | 1 | 14 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |

70

CANTON N° 15 – LA VALLEE DE LA BAROUSSE

| | | | | | | |
|-------------|---|----|---|---|------|--|
| ANERES | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ANLA | 1 | 15 | 1 | Foyer rural | 0001 | |
| ANTICHAN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARNE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AVENTIGNAN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AVEUX | 1 | 15 | 1 | Salle communale-Ancienne salle de classe | 0001 | |
| BERTREN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BIZE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BIZOUS | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BRAMEVAQUE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAMPISTROUS | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CANTAOUS | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CAZARILH | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CLARENS | 1 | 15 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| CRECHETS | 1 | 15 | 1 | Salle de réunion | 0001 | |
| ESBAREICH | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| FERRERE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GAUDENT | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GEMBRIE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GENEREST | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| HAUTAGET | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ILHEU | 1 | 15 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| IZAOURT | 1 | 15 | 1 | salle du foyer rural | 0001 | |
| LAGRANGE | 1 | 15 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| LANNEMEZAN | 1 | 15 | 5 | Salle des fêtes | 0001-1 ^{er} bureau | (quartier Eglise) : portion de territoire limitée au Nord et à l'Est par les limites de la commune jusqu'à la route de Clarens, route de Clarens jusqu'au rond-point Alsace-Lorraine (NC), rue Alsace Lorraine (NC), rond-point de la place de la République à la rue Carnot (NC), rue Carnot (NC), rue de la Paix (NC), rue des Moulins, rue des Bans, rue du Padouen entre la rue des Bans et la route de Galan (NC), route de Galan entre la rue du Padouen et la rue de la Paix (NC), chemin de Campistrous jusqu'à la limite de la commune. |
| | | | | | 0002-2 ^e bureau | (quartier Bourtolets) : portion de territoire limitée par la rue Alsace Lorraine, la route de Toulouse jusqu'à la rue Bellevue (NC), rue Bellevue jusqu'au chemin de fer, rue du 8 mai 1945 (NC), rue Thiers (NC). |
| | | | | | 0003-3 ^e bureau | (quartier Guérissa) : portion de territoire limitée par la rue du 8 mai 1945, rue des Résistants, rue des Cités jusqu'à la limite de la commune, limite ouest de la commune jusqu'au pont de la Baise, route de Tarbes jusqu'au rond-point Clémenceau, boulevard du Général de Gaulle du rond-point Clémenceau au rond-point Général de Gaulle. |
| | | | | | 0004-4 ^e bureau | (centre Ouest) : portion de territoire limitée par le chemin de Campistrous de la limite ouest de la commune au pont de la Baise, route de Tarbes jusqu'au rond-point Général de Gaulle, rue Thiers jusqu'à la place de la République, rue Clémenceau entre la place de la République et la rue Carnot, rue Carnot, rue de la paix, rue de la cité des Bans, rue du Padouen, rue de la cité scolaire, impasse du Padouen. |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|------------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| | | | | | 0005-5° bureau | (Demi-Lune) : portion de territoire limitée par la route de Clarens, portion route de Toulouse au rond-point Alsace-Lorraine, rue Bellevue jusqu'au chemin de fer, chemin de fer jusqu'à la rue des Résistants, rue des Résistants (NC), rue des Cités, rue des Usines, Est et sud limite de la commune. |
| LOMBRES | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LOURES-BAROUSSE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MAULEON-BAROUSSE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MAZERES DE NESTE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONTEGUT | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| MONTSERIE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| NESTIER | 1 | 15 | 1 | école des garçons | 0001 | |
| NISTOS | 1 | 15 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| OURDE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PINAS | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| REJAUMONT | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SACOUÉ | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAINT-LAURENT-DE-NESTE | 1 | 15 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | Saint Laurent de Neste |
| | | | | école | 0002-2° bureau | Hameau du Boila |
| SAINT-PAUL | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAINTE-MARIE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SALECHAN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SAMURAN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SARP | 1 | 15 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| SEICH | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SIRADAN | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| SOST | 1 | 15 | 1 | Salle communale | 0001 | |
| TAJAN | 1 | 15 | 1 | salle du foyer rural | 0001 | |
| THEBE | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TIBIRAN-JAUNAC | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|----------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
| TROUBAT | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TUZAGUET | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |
| UGLAS | 1 | 15 | 1 | Mairie | 0001 | |

57

CANTON N°16 – LA VALLÉE DES GAVES

| | | | | | | |
|------------------|---|----|---|---|------------------------------|---|
| ADAST | 2 | 16 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| AGOS-VIDALOS | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ARBEOST | 2 | 16 | 1 | Salle polyvalente | 0001 | |
| ARCIZANS-AVANT | 2 | 16 | 1 | Salle polyvalente | 0001 | |
| ARCIZANS-DESSUS | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | Salle municipale de la terrasse | 0001-1 ^{er} bureau | ouest avenue des Pyrénées/avenue Ch. de Gaulle (RN21) |
| ARGELES-GAZOST | 2 | 16 | 2 | Salle de réunion du Gymnase – 18 avenue de Montjoie | 0002-2 ^{ème} bureau | est avenue des Pyrénées/avenue Ch de Gaulle (RN 21) |
| ARRAS EN LAVEDAN | 2 | 16 | 1 | Salle polyvalente | 1 | |
| ARRENS-MARSOUS | 2 | 16 | 2 | Mairie | 0001-1 ^{er} bureau | Arrens |
| | | | | Salle communale | 0002-2 ^o bureau | Marsous |
| ARTALENS-SOUIN | 2 | 16 | 1 | salle polyvalente | 0001 | |
| AUCUN | 2 | 16 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| AYROS-ARBOUX | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AYZAC-OST | 2 | 16 | 1 | Salle de classe bât. mairie | 0001 | |
| BAREGES | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BEAUCENS | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BETPOUEY | 2 | 16 | 1 | Ecole garçons | 0001 | |
| BÔO-SILHEN | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| BUN | 2 | 16 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CAUTERETS | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| CHEZE | 2 | 16 | 1 | Mairie | 0001 | |
| ESQUIEZE-SERE | 2 | 16 | 1 | Mairie Esquieze | 0001 | |
| ESTAING | 2 | 16 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|-----------------------|------------|-------------|--------------|---|---|--|
| ARTAGNAN | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| AURENSAN | 2 | 17 | 1 | foyer communal | 0001 | |
| CAIXON | 2 | 17 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| CAMALES | 2 | 17 | 1 | foyer rural | 0001 | |
| ESCAUNETS | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| GAYAN | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| LAGARDE | 2 | 17 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| MARSAC | 2 | 17 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| NOUILHAN | 2 | 17 | 1 | Salle des fêtes | 0001 | |
| ORIOX | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PINTAC | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| PUJO | 2 | 17 | 1 | salle multi activités | 0001 | |
| SAINT-LEZER | 2 | 17 | 1 | Foyer rural | 0001 | |
| SANOUS | 2 | 17 | 1 | Foyer rural | 0001 | |
| SARNIGUET | 2 | 17 | 1 | salle des fêtes | 0001 | |
| SIARROUY | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TALAZAC | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| TARASTEIX | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| | | | | | 0001-1 ^{er} bureau | périmètre délimité par la route de Maubourguet, l'avenue Jacques Fourcade, la place de la République, la route de Rabastens. |
| | | | | | 0002-2 ^{ème} bureau | périmètre délimité par la route de Rabastens, place de la République, route de Tarbes. |
| VIC-EN-BIGORRE | 2 | 17 | 4 | Gymnase Menoni | 0003-3 ^{ème} bureau | périmètre délimité par la route de Tarbes, rue Bousquet, rue des Pêcheurs, Quai Rossignol et route de Pau. |
| | | | | | 0004-4 ^{ème} bureau | périmètre délimité par la route de Maubourguet, avenue Jacques Fourcade, Boulevard d'Alsace, rue Bousquet, rue des Pêcheurs, Quai Rossignol, route de Pau. |
| VILLENAVE-PRES-BEARN | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |
| VILLENAVE-PRES-MARSAC | 2 | 17 | 1 | Mairie | 0001 | |

25

| Commune | Code circo | Code canton | Nombre de BV | Siège des bureaux de vote (en gras : bureau centralisateur) | Code d'identification du bureau de vote | périmètre géographique des différents bureaux de vote |
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|---|
|---------|------------|-------------|--------------|---|---|---|

560

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2024-01-17-00001

Arrêté portant modification de l'agrément de
l'établissement "SENSIROUTE" chargé
d'organiser les stages de sensibilisation à la
sécurité routière



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté
et des collectivités locales
Bureau de la réglementation générale
et des élections

**Arrêté préfectoral n° 65-2024-01-17-00001
portant modification de l'agrément de l'établissement chargé
d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière « SENSIROUTE »**

Le préfet des Hautes-Pyrénées

Vu le code de la route, notamment ses articles L212-1 à L212-5, L 213-1, L213-3, L213-4, L213- 5, L213-6, L223-6, R212-1 à R212-5, R213-1, R213-4, R213-5, R213-6 et R 223-5 à R223-8 ;

Vu le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation de stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

Vu le décret n° 2022-167 du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié relatif à l'autorisation d'enseigner, à titre onéreux, la conduite des véhicules à moteur et la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 modifié créant un registre national de l'enseignement à la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 relatif à l'autorisation d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2021-01-19-006 du 19 janvier 2021 modifié, portant renouvellement de l'agrément n° R 15 065 0005 0 attribué à M. Nicolas ROZES, directeur de la EIRL « SENSIROUTE » sise chemin de Larroundade à SAINT-ABIT (64800), pour l'organisation des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu la demande d'ajout d'une salle de formation à l'hôtel Zénitude à Lourdes, transmise par M. Nicolas ROZES en date du 11 janvier 2024, et les justificatifs joints à l'appui ;

Considérant que la demande remplit les conditions réglementaires ;

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - L'article 1 de l'arrêté n° 65-2021-01-19-006 du 19 janvier 2021 susmentionné, est modifié comme suit :

« M. Nicolas ROZES, directeur de la EIRL « SENSIROUTE » située chemin de Larrountade, à Saint Abit (64800), est autorisé à exploiter sous l'agrément n° R 15 065 0005 0 un établissement chargé d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière dans les locaux suivants :

☞ Hôtel « PANORAMA », 11-13 rue Sainte Marie, à Lourdes 65100 ;

☞ Hôtel « KYRIAD TARBES-Odos», route de Lourdes, à Odos 65310 ;

☞ Hôtel « ZENITUDE », Les Jardins de Lourdes, 8 chemin de l'Arrouza, à Lourdes 65100.

Les personnes animant les stages de sensibilisation à la sécurité routière doivent posséder l'autorisation d'animer prévue par l'arrêté ministériel du 26 juin 2012 relatif à l'autorisation d'animer les stages de sensibilisation à la sécurité routière.

En cas de désignation d'une nouvelle personne chargée de l'accueil et de l'encadrement technique et administratif des stages, l'exploitant adresse au préfet les justificatifs mentionnés aux a à d du 3° de l'article 2 de l'arrêté du 26 juin 2012 fixant les conditions d'exploitation des établissements chargés d'organiser les stages de sensibilisation à la sécurité routière, dans un délai de cinq jours minimum avant la date effective d'entrée en activité. »

Article 2 - Les autres articles dudit arrêté restent inchangés.

Article 3 - Cet arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services (préfecture des Hautes-Pyrénées, place Charles de Gaulle, CS 61350 - 65013 Tarbes Cédex 9) ou hiérarchique au ministère de l'intérieur, place Beauvau - 75800 Paris et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Pau, soit par voie postale au 50 cours Lyautey, BP n° 543 - 64010 Pau Cédex, soit par l'application télerecours sur le lien suivant www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 4 - Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, Mme la Directrice des services du cabinet, Mme la déléguée interdépartementale à l'éducation routière, sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Nicolas ROZES, et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Tarbes, le 17 JAN. 2024

Le préfet.

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale

Nathalie GUILLOT-JUIN

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle - CS 61350 - 65013 TARBES Cedex 9

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2024-01-10-00006

Arrêté préfectoral de mise en demeure pris à l'encontre de la société Garage CARROY pour l'exercice de l'activité de stockage de véhicules hors d'usage située sur le territoire de la commune de Rabastens de Bigorre



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°65-2024-01-10-00006
de mise en demeure pris à l'encontre de la société Garage CARROY
pour l'exercice d'une activité illégale de stockage de véhicules hors d'usage
située sur le territoire de la commune de Rabastens-de-Bigorre**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.511-1 et L.514 - 5 et le titre IV du livre V ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ministériel modifié n° DEVP1206435A du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres de véhicules hors d'usages (VHU) et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel n° DEVP1238447A du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712, alinéa 1, (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 15/12/2023 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 19 décembre 2023 à la connaissance de l'exploitant ;

VU la réponse du 20 décembre 2023 de l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2023, l'inspectrice de l'environnement a constaté l'entreposage de six véhicules hors d'usage sur le site de la société Garage CARROY sur le territoire de la commune de Rabastens-de-Bigorre, représentant une surface utilisée inférieure à 100 m² ;

CONSIDÉRANT que cette installation est exploitée sans l'agrément prévu aux articles R. 543-162, R. 515-37 et 38 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le fait d'exploiter une installation de véhicules hors d'usage en toute méconnaissance des prescriptions techniques qui lui sont applicables est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et de dangers vis-à-vis des tiers ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2023, l'inspection a constaté que la société Garage CARROY ne respectait pas les dispositions de l'article R. 543-4 du code de l'environnement susvisé, des huiles usagées (issues de son activité de réparation de véhicules non soumises à la réglementation des installations classées) étant stockées sur le site sans rétention ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2023, l'inspection a constaté que société Garage CARROY ne respectait pas les dispositions de l'article R543-129-3 du code de l'environnement susvisé, l'élimination des batteries usagées (issues de son activité de réparation de véhicules non soumises à la réglementation des installations classées) n'étant pas réalisée par un organisme agréé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite d'inspection du 23 novembre 2023, l'inspection a constaté que société Garage CARROY ne respectait pas les dispositions de l'article R542-140 du code de l'environnement susvisé, des déchets de pneumatiques (issus de son activité de réparation de véhicules non soumises à la réglementation des installations classées) étant stockés sur le site à-même le sol, sur des emplacements non abrités des intempéries ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Garage CARROY de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral et du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1 : Régularisation administrative

La société Garage CARROY, dont l'exploitation se situe 36 bis route de Rabastens-de-Bigorre sur le territoire de la commune de Rabastens-de-Bigorre, est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'enregistrement conformément aux articles R. 512-46-1 et suivants du code de l'environnement complet et recevable et un dossier de demande d'agrément conformément aux articles R.515-37 et 38 du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités et en procédant à l'enlèvement des véhicules hors d'usage et de l'ensemble des déchets issus de leur démontage afin de les acheminer vers des installations dûment autorisées à les recevoir et en procédant à la remise en état du site, conformément aux dispositions des articles R. 512-46-25 et suivants du code de l'environnement.

Article 2 : Mesures conservatoires

Tout nouvel entreposage de véhicules hors d'usage sur le terrain de la société Garage CARROY est interdit à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'à ce qu'il ait été statué :

- sur la demande de régularisation mentionnée à l'article 1 ci-dessus ;
- ou sur les modalités de cessation d'activité dans les conditions prévues par l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 : Élimination des déchets

La société Garage CARROY, pour les déchets présents sur le site et issus de son activité sur le territoire de la commune de Rabastens-de-Bigorre, est mise en demeure de respecter, sous 3 mois :

- les dispositions des articles R.543-5 et R.543-129-3 du code de l'environnement susvisé en procédant à l'évacuation des batteries, des huiles usagées et des déchets souillés vers des filières agréées. L'ensemble des huiles usagées et contenants souillés devront être mises sur rétention ;
- Les dispositions de l'article R.542-140 du code de l'environnement susvisé en assurant un stockage, à l'abri des intempéries et isolé de toute activité, de l'ensemble des pneumatiques usagés.

Article 4 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations mentionnées aux articles 1 à 3 ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Information des tiers

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Rabastens-de-Bigorre pour y être consultée.
- Un extrait du présent arrêté, est affiché à la mairie de Rabastens-de-Bigorre, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – pôle environnement – installations classées ;
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Pau soit par courrier (50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex), soit par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 7 : exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de Rabastens-de-Bigorre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à

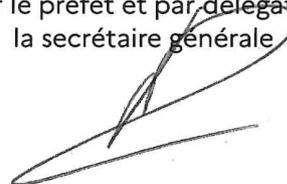
- monsieur Mickaël CARROY

Pour information au

- procureur de la République près le tribunal judiciaire de Tarbes
- commandant du groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées

Fait à Tarbes, le **10 JAN. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN